

La Gouv' Fifi Masuka fait grande impression

Les collègues de la gouverneure du Lualaba Fifi Masuka Saini qui ont séjourné à Kolwezi

du 10 au 13 juin pour la XIIème Conférence des Gouverneurs ont eu le souffle court. Et si leurs populations, leurs électeurs venaient à se rendre au Lualaba, que ressentiraient-ils, que pense-

raient-ils de leurs exécutifs provinciaux, de leurs organes délibérants ? Que le Chef de l'État ait fait coïncider cette présence à Kolwezi d'au moins 50 délégations venues d'autres provinces du pays avec sa

mission d'itinérance est loin d'être fortuit. Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo voulait montrer ce qu'un pouvoir peut être en mesure de faire pour sa province. Certes, le Lualaba est assis sur des

minerais précieux qui font courir le monde entier et que d'autres provinces n'ont pas. Mais la misère ne relève pas de la pauvreté. Aucune action n'existe sans détermination.

De la page 2 à la page 7.

THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1639 | LUNDI 16 JUIN 2025 | 20 PAGES €7 \$8

Face aux tergiversations de Kigali

Trump en colère



Face aux tergiversations du maître de Kigali, le président américain Donald Trump est entré en colère. PR.

Ce fut d'abord «une exhortation» - les États-Unis exhortent le Rwanda à cesser tout sou-

tien au M23, «le Rwanda devrait cesser tout soutien au M23» et «retirer ses troupes de l'Est du Congo», désormais c'est «une exigence» - les

États-Unis exigent que le Rwanda retire toutes ses troupes du Congo». C'est la condition posée par les États-Unis avant la signature d'un accord de paix

entre Kinshasa et Kigali. Face au régime rwandais, Washington change de ton. Face aux tergiversations du maître de Kigali, Donald Trump est entré en

colère. Jusqu'où iront les Américains quand Kinshasa monte en puissance sur le plan diplomatique ? Nul ne peut rien exclure.

(Article en page 8).



LE SOFT INTERNATIONAL A ÉTÉ RÉPERTORIÉ À NEW YORK PAR LE QUOTIDIEN THE NEW YORK TIMES COMME UNIQUE NEWSPAPER EN ZONE AFRIQUE CENTRALE.

Fifi Masuka imprime son empreinte sur le Lualaba

Depuis quelques jours, ils étaient tous présents à Kolwezi pour la XIIème Conférence des Gouverneurs. Les vingt-six Gouverneurs, exécutifs des provinces et les vingt-six présidents des Assemblées provinciales, organes délibérants qui légifèrent par voie d'édits, délibèrent dans leurs domaines de compétences, contrôlent les exécutifs provinciaux dont ils investissent les programmes et les services publics provinciaux et locaux. Le Président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo devant présider cette conférence, accompagné de son épouse, la Première Dame Denise Nyakeru Tshisekedi, a atterri lundi 9 juin aux environs de 13:00' locales.

Mme la Première ministre Judith Tuluka Suminwa, Cheffe de l'Exécutif national, était aussi dans la ville du Sud-Ouest du pays avec quelques membres de son Gouvernement.

LA TIMBALE.

Si le Chef de l'État était venu pour la Conférence des Gouverneurs ouverte le 10 juin, clôturée le 13 juin 2025 qu'il avait convoquée par une ordonnance datée du 28 mars 2025, à l'issue de la réunion du Conseil des ministres tenue le 9 mai 2025 à la Cité de l'Union Africaine à Kinshasa, la ministre de la Culture et des Arts, Yolande Elebe Ma Ndembo qui avait fait le compte-rendu de cette réunion à la radio-télévision nationale, avait annoncé que la tenue de la XIIème conférence des gouverneurs coïnciderait avec la reprise des missions d'itinérance du Chef de l'État et que ces missions commenceraient par le Lualaba, à Kolwezi et se poursuivraient au Kongo Central, dans l'espace Grand Bandundu et dans le Grand Équateur. Des missions d'itinérance débutées en octobre 2024 et qui avaient conduit le Chef de l'État dans la Grande Orientale (Tshopo, Haut-Uele, Bas-Uele), le Grand Kasai (Kasai, Kasai-Central, Kasai-Oriental, Lomami, Sankuru) et le Grand Katanga (Haut-Katanga, Haut-Lomami, Tanganyika). Des visites qui



Kolwezi, Lualaba, le 11 juin 2025. Le Président de la République coupe le ruban symbolique de la nouvelle aéroport. DR.



avaient permis de rencontrer des communautés locales en touchant les réalités du pays. Dans le cadre des préparatifs de ces missions, le Conseil des ministres avait appelé les gouverneurs concernés à faire remonter les listes des projets ou ouvrages à fort impact déjà réalisés dans leurs juridictions en vue d'une programmation des visites ou des inaugurations par le Chef de l'État. Comme ses collègues du Kongo Central, du Grand Bandundu (Kwilu, Kwango, Mai-Ndonbe) et du Grand Équateur (Nord-Ubangi, Sud-Ubangi,

Mongala, Tshuapa), la gouverneure du Lualaba, Fifi Masuka Saini avait fait connaître ses ouvrages. Il faut le dire tout de go. La gouverneure de Lualaba a mis la barre très haut. Elle a décroché la timbale. Avec un projet d'édit budgétaire exercice 2025 adopté par l'Assemblée provinciale de Lualaba chiffré à 2.827.859.584.422,46 CDF (1 milliard de \$US) en augmentation de 57,21 % par rapport à l'édit 2024, une incroyable hausse soutenue par des recettes internes mobilisées à hauteur de 96,14 %, quelle province ten-

terait de défier une province et une ville autant pourvues de minerais de cobalt dont le pays est, avec 220.000 tonnes métriques en 2024 pour le Lualaba, à la fois le premier producteur et le premier exportateur mondial sans compter le cuivre dont le Congo, avec le Lualaba, a produit 3.100.234 tonnes en 2024 contre 2.842.021 tonnes en 2023, ce qui fait du pays le deuxième producteur mondial après le Chili (5,7 tonnes métriques). Le Lualaba où des habitants dorment «au-dessus des minerais», «creusent eux-mêmes dans leurs

jardins à la recherche de minerais», où «des quartiers sont entourés de décombres de logements démolis avec partout des murs de béton entourant des mines à ciel ouvert»? Sait-on qu'outre le cobalt et le cuivre, le sous-sol de Lualaba est aussi pourvu des minerais tels l'uranium, le manganèse, l'or?

PAS L'ÉTRANGER.

Quels projets ou ouvrages réalisés à ce jour par Fifi Masuka Saini que le Président de la République a visités ou dont il a coupé le ruban symbolique lors de son séjour d'une semaine à

Kolwezi?

Il faut citer un bâtiment de l'antenne de la Commission Électorale Nationale Indépendante, CÉNI qui comprend treize bureaux, deux salles de réunion, un entrepôt, une salle de formation. L'antenne de la CÉNI était logée dans des locaux de location, ce qui « impactait négativement son image ainsi que ses opérations lors de différentes échéances électorales. Du coup, le Gouvernement Provincial s'est résolu de répondre au besoin exprimé par cette institution, quoiqu'indépendante, pour lui offrir un meilleur cadre de travail afin qu'elle joue pleinement le rôle lui dévolu par la Constitution», explique la gouverneure dans son speech.

Présent à la cérémonie, Denis Kadima Kazadi, le président de la CÉNI, n'a pas caché le sentiment de gratitude envers le gouvernement provincial de Lualaba qui, « dans un esprit de partenariat et de soutien à la démocratie, a entièrement financé et mis à la disposition de la CÉNI (un) nouveau bâtiment moderne et fonctionnel».

Il faut aussi signaler le bâtiment DIL, la Direction des Impôts de Lualaba et DRNOFLU, la Direction des Recettes

(suite en page 3).

Plus besoin de se rendre à l'étranger pour des soins

(suite de la page 2).

Non Fiscales de Lualaba. Un immeuble de 4 étages avec ascenseur, comptant 62 bureaux, 9 salles de réunions et plusieurs espaces utilitaires.

En réunissant tous les services dans un seul immeuble, il a été question d'«améliorer la gouvernance, favoriser la collaboration entre services et faciliter le travail aux assujettis contraints jadis de faire le tour de plusieurs services à travers la ville», déclare la gouverneure, soulignant que la construction de cet édifice «s'est inscrit dans le sixième axe prioritaire du second quinquennat du Président de la République, relatif au renforcement des services publics ainsi que dans le Pilier 2 du plan d'investissement prioritaire 2024-2028 qui consiste au renforcement de la bonne gouvernance et à la restauration l'efficacité administrative». Un «bâtiment, symbole de l'efficacité administrative, de la redevabilité fiscale et de la transparence de la gestion des ressources publiques», poursuit-elle. La Direction des Recettes Non Fiscales de Lualaba est la seule structure habilitée à ordonnancer et recouvrer les recettes non fiscales. Elle s'occupe de la gestion des taxes, droits et redevances dus à la province.

LE GRAAL.

Le Chef de l'État a coupé le ruban symbolique d'un autre immeuble, celui de la division provinciale de la santé. Imposant bâtiment moderne susceptible d'absorber tous les services de l'État en matière de santé. Déterminé à améliorer les services sociaux de base en offrant notamment les soins médicaux de qualité, le Président de la République a fait de la couverture santé médicale son cheval de bataille.

L'autre infrastructure inaugurée par le Chef de l'État est l'Hôpital Général de Référence de Mwangeji, complexe hospitalier de niveau tertiaire avec une capacité de 200 lits. Complètement équipée et disposant d'un plateau médical assez élargi, cet hôpital vient répondre à un besoin pressant qui consiste à assurer localement des soins de qualité à la population.

«Faut-il encore aller à l'étranger pour des interventions de chirurgie générale ou spécialisée? Non! Faut-il encore quitter Kolwezi



Mme Fifi Masuka Saini. Les moyens comptent mais la volonté et la détermination d'abord. DR.

pour un diagnostic précis ou un traitement moderne des maladies cardio-vasculaires, des troubles urologiques ou des infections musculo-squelettiques? Non! Désormais, les habitants de cette province et, au-delà, peuvent recevoir des soins ici, à la clinique moderne de Kolwezi», déclare le Dr Samuel Roger Kamba Mulamba, ministre de la Santé publique, dans son mot de circonstance. Il estime que cet hôpital entre en ligne de compte de la

vision du Chef de l'État visant à doter le pays de plusieurs infrastructures modernes, «afin de bâtir un système de santé résilient, accessible, performant et capable de répondre aux besoins de tous et sans exception». Si le ministre Samuel Roger Kamba Mulamba dresse la situation globale du secteur de la santé en matière d'infrastructures et fait remarquer que «les défis restent encore immenses, malgré les résultats positifs enregistrés», il estime que «ces

cinq dernières années, ici à Kolwezi, dans le Nord-Lualaba, comme ailleurs, des structures sanitaires ont vu le jour ou ont été rénovées en nombre bien supérieur à la moyenne enregistrée depuis plus de 40 ans. Mais, construire ne suffit pas. Aujourd'hui, ces établissements sont en cours ou ont déjà été équipés, modernisés, connectés à l'innovation et à la pratique médicale contemporaine». Puis le graal, le terminal passagers de la nouvelle

infrastructure aéroportuaire de Kolwezi qui ouvre une nouvelle ère de puissance de la province et, du coup, du pays. D'abord, l'échangeur routier érigé par le Groupe Forrest International à la sortie ou à l'arrivée de l'aéroport de fait un aéroport international par les compagnies aériennes internationales qui le relie, inauguré le 11 juin 2025 par le Président de la République. Au total 2,5 kms de chaussée bitumée, 2 x 2 bandes de

14,5 m de largeur avec séparateur en béton sur l'axe, deux ponts dont l'un de 58 m sur la RN39 et l'autre de 27 m au-dessus de la voie ferrée, 40 tonnes de capacités portante, de l'éclairage public, un parterre tapissé de verdure, etc. Il faut le dire. A ce jour, il n'existe nulle part de pareil ailleurs dans le pays...

«Un ouvrage hors du commun : le tout premier échangeur de la ville de Kolwezi, j'ose le dire de la République Démocratique du Congo», consent dans son discours le Directeur général du Groupe Malta Forrest, Malta David Forrest, fils de l'industriel milliardaire belgo-congolais George Arthur Forrest. Avant d'ajouter : «Au-delà du symbole, cet ouvrage est une réalisation concrète, spectaculaire, qui incarne la vision de sa gouverneure de province, Son Excellence Maman Fifi Massuka, celle d'une province moderne, fluide, connectée, en phase avec les ambitions de développement national portées par Son Excellence Monsieur le Président de la République».

Puis : «cet échangeur marque un tournant historique pour Kolwezi, pour la province de Lualaba et pour le pays. Jamais la ville n'a connu une telle infrastructure». Dans son mot de circonstance, la gouverneure qualifie cet ouvrage du Groupe Malta Forrest de «chef-d'œuvre d'ingénierie».

Et le nouveau terminal passagers? Bâti sur une superficie de près de 10.000 m², ce terminal «symbolise l'ouverture de la ville de Kolwezi au monde», poursuit la gouverneure. Nul doute, il s'agit là du terminal le plus moderne du pays doté d'un système de passerelles d'embarquement et de débarquement de passagers qui, à ce jour, n'avait jamais existé nulle part sur un aéroport du pays.

À ce jour, sur les aéroports du pays, à commencer par le premier d'entre eux en termes de flux de passagers, celui de N'djili à Kinshasa, les voyageurs qui débarquent doivent descendre de l'avion, faire les pieds jusqu'au poste de contrôle frontières ou s'ils voyagent, doivent rejoindre l'avion à pied après la police des frontières. Certes, des navettes aéroportuaires peuvent exister - cas de Kinshasa-N'djili mais

(suite en page 4).

Kolwezi veut s'installer en hub aérien incontournable

(suite de la page 3).

c'est exceptionnel - sans qu'elles ne remplacent les structures mobiles adaptées à différents types d'avions qui relient l'aérogare à l'avion ou l'avion à l'aérogare en permettant aux passagers d'embarquer et de débarquer sans être exposés aux intempéries.

Le Président-Directeur Général de la firme A1 Builders Sarl qui a réalisé l'ouvrage, l'homme d'affaires indo-canadien Rahim Dhrolia, n'en dit pas moins.

TRANSMUTÉ.

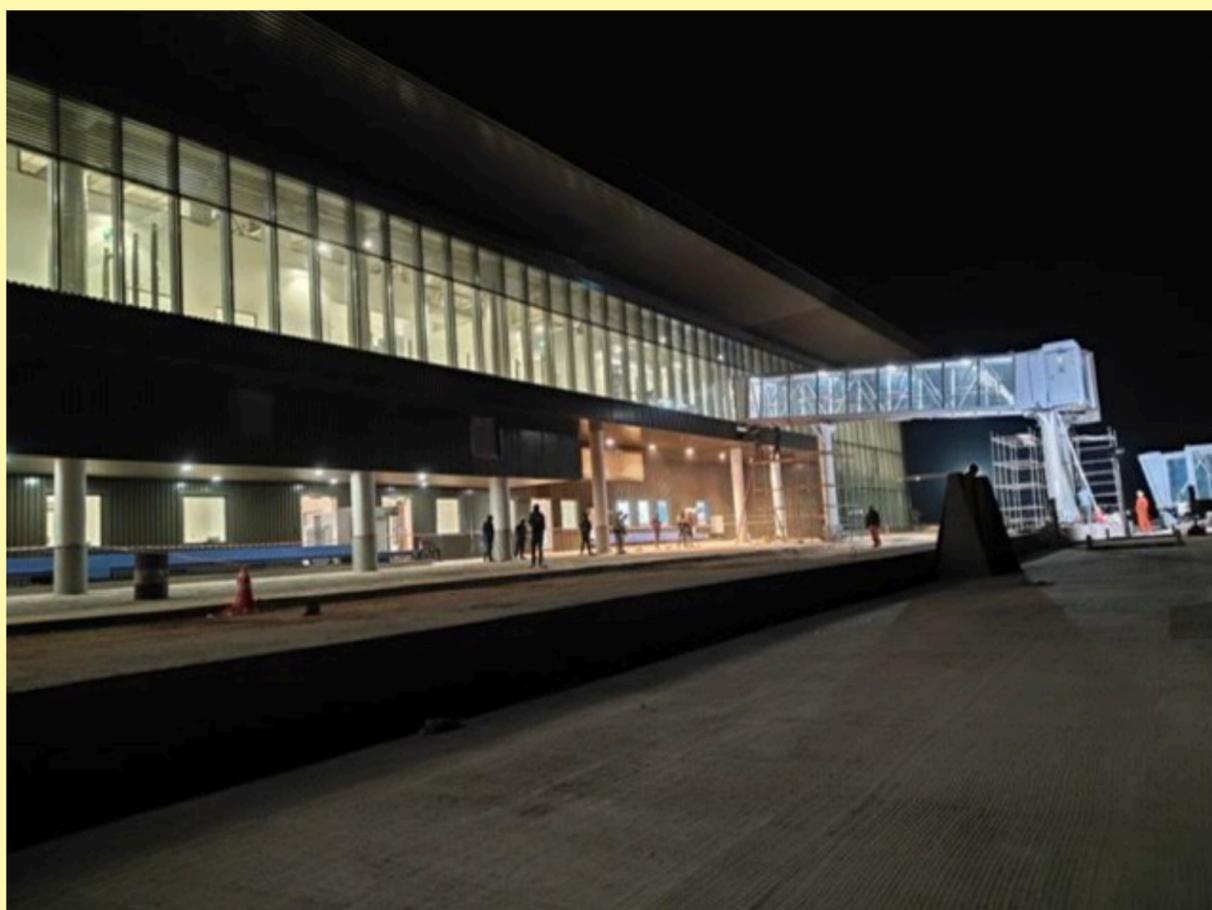
D'entrée de jeu, il souhaite, dans son discours, la « bienvenue à l'Aéroport International de Kolwezi » au Président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, à la Première Ministre Judith Suminwa Tuluka, aux Députés Nationaux et Sénateurs, aux Ministres membres du Gouvernement Central, au Président de l'Assemblée Provinciale du Lualaba, aux Députés Provinciaux, à la Gouverneur de la Province du Lualaba.

Puis : « Cet aéroport est la porte d'entrée vers un avenir nouveau pour le Lualaba, un symbole de vision, d'ambition et de transformation. Kolwezi, ville minière au cœur des richesses de notre pays, est en train de redéfinir son rôle. Cet aéroport, le premier d'un tel standing dans l'histoire de la RDC, incarne l'ouverture de notre économie au monde. Pour la première fois, Kolwezi dispose d'une plateforme aéroportuaire internationale capable de relier nos ressources et nos talents aux marchés mondiaux. Avec une capacité d'un million de passagers par an, il dynamisera le commerce, facilitera l'exportation de nos minerais et produits agricoles, et attirera de nouveaux investisseurs. C'est bien plus qu'un simple point d'arrivée : c'est un moteur de prospérité pour toute la région ».

Un autre ouvrage inauguré par le Chef de l'État dans cette zone aéroportuaire est la caserne anti-incendie. Bâtie sur plus de 1.000 m², elle comprend un module administratif dont une tour de contrôle, un module dédié au garage, un module dédié à l'espace de vie d'autres aménagements et vise à assurer la sécurité des installations et des passagers, précise la Gouverneure. « Ces infrastructures (ont été) construites dans un



Ci-haut, l'échangeur au sortir/à l'approche de l'aéroport de Kolwezi construit par Malta Forrest. Ci-bas, l'aérogare. DR.



contexte d'agression de notre territoire national. Ces projets s'inscrivent dans le cadre du programme d'investissement prioritaire 2024-2028 au travers le pilier 4 relatif aux infrastructures et à l'aménagement du territoire », poursuit-elle. Puis : « Un projet conforme aux standards de l'OACI, l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale, apte à recevoir un trafic aérien intense, à accompagner l'essor économique de la province et à soutenir les activités de l'industrie minière vitale pour la RDC ».

Confirmation dans le discours du Vice-Premier ministre aux Transports, Voies de Communications et Désenclavement, Jean-Pierre Bemba Gombo pour qui le nouvel aéroport qui résulte de la volonté du Chef de l'État de « doter notre pays des aéroports modernes répondant aux normes internationales et aux exigences nationales (...) précède son homologation (par l'OACI, ndlr) et symbolise notre engagement à améliorer la connectivité, à favoriser le désenclavement et à promouvoir le dévelop-

pement économique de notre belle province de Lualaba et au-delà (...) Nous ne célébrons pas seulement l'achèvement d'un projet d'envergure, mais nous posons également une pierre angulaire pour l'avenir de cette province à vocation minière de notre pays. Ce que nous vivons aujourd'hui à Kolwezi, nous devons le multiplier à travers tout le pays ». Si, à Kolwezi, de nouvelles structures aéroportuaires attendent d'être réalisées (nouvelle piste de 3450 m, deux tarmacs de 115.500 m²

pour l'aérogare passagers et de 45.000 m² pour le pavillon présidentiel, systèmes de balisage lumineux, équipements d'aide à la navigation aérienne, de communications aéronautiques et de surveillance de l'espace aérien, voies de circulation et de voies de sortie rapide, une tour de contrôle ultramoderne, centrale électrique, zone fret, clôture de l'emprise aéroportuaire, parking moderne, etc.), le nouvel aéroport dispose d'ores et déjà des équipements de manutention et de pesage, des carrousels

de bagages, des systèmes d'annonce et d'affichage des horaires des vols, des escalators et des ascenseurs, des équipements de sûreté, des scanners de bagages aux rayons X, des portiques de détection des métaux, la surveillance par un réseau de caméras intelligentes, la climatisation centrale, les contrôles de sécurité, etc.

A-t-on présenté tous les ouvrages inaugurés ou visités par le Président de la République à Kolwezi ? Qui le dirait ? Reste que les collègues de la gouverneure de Lualaba qui ont séjourné à Kolwezi du 10 au 13 juin ont eu le souffle court. Ils quitté cette ville fondée en 1937 par le groupe minier belge, l'Union Minière du Haut-Katanga, UMHK, et le Lualaba sous le choc. Et si leurs populations, leurs électeurs venaient à visiter cette province, que penseraient-ils de leurs exécutifs provinciaux et de leurs organes délibérants ? Le fait que le Chef de l'État ait fait coïncider cette XII^e conférence des gouverneurs avec la présence à Kolwezi d'au moins 50 délégations venues d'autres provinces du pays, n'est pas un hasard. Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo voulait montrer ce qu'un pouvoir provincial peut être en mesure de réaliser. Certes, le Lualaba est assis sur des minerais qui font courir les multinationales que nombre de provinces n'ont pas. Mais la misère ne relève nullement de la pauvreté. Aucune action n'existe sans volonté, sans détermination.

T. MATOTU ■

L'aéroport façonne la première impression

C'est l'un de ces citoyens indiens ayant acquis une autre nationalité - britannique, canadienne, kenyenne, etc. - qui parcourent et investissent le monde. Lui, Rahim Dhrolia, l'homme d'affaires indo-canadien, dirige la firme A1 Builders Sarl au titre de Président-Directeur Général. Vivant entre Kinshasa et le Grand Kataba, il avait, le mercredi 11 juin 2025, entre ses mains l'un des quatre textes qui devraient être prononcés mais avait certainement le plus attendu de ces textes par les autorités du pays en tête le Président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, la Première Dame Denise Nyakeru Tshisekedi, la Cheffe du Gouvernement Judith Suminwa Tuluka, des Députés nationaux et Sénateurs, des ministres, etc.



L'homme d'affaires indo-canadien Rahim Dhrolia, Président-Directeur Général de la firme A1 Builders Sarl. DR.

Diplômé de la Schulich School of Business de l'Université York de Toronto, Ontario, Canada, Rahim Dhrolia vit entre l'Inde, le Canada et le Congo, se spécialise dans le marketing et l'entrepreneuriat. En 2007, l'Indo-canadien qui évite de parler, passe inaperçu, débarque dans le Grand Kataba, se lance dans l'agriculture, crée l'entreprise du maïs Terra Sprl, filiale du groupe SOMIKA, la Société Minière du Katanga, cuivre et cobalt, du Pakistanais Chetan Chug. Puis, la société AMCC, African Milling Company Congo, première minoterie industrielle de farine de maïs du Katanga. Le 25 juillet 2014, la Société financière internationale, SFI/IFC, filiale de la Banque Mondiale dédiée au secteur privé, annonce avoir accordé un prêt de 18 millions de \$US à Terra et à AMCC

afin d'aider les sociétés à agrandir leurs exploitations de maïs et moulin à maïs au Kataba.

C'EST L'ENVOL.

Pour Rahim Dhrolia c'est l'envol. Il est aujourd'hui cœur de Kinshasa et de Lubumbashi propriétaire de deux hôtels à l'enseigne Novotel. À Lubumbashi, il dispose d'une concession de 19 ha 61 a 68 ca jouxtant l'hôtel Pullman Karavia et le Golf club et baigné par le lac Kipopo où il veut ériger un énorme projet et à Kinshasa avec sa firme InfraRose, il entreprend de sortir de terre un nouvel aéroport après avoir raflé le marché à l'entreprise turque Milvest. Président-Directeur Général de la firme constructrice A1 Builders Sarl de la nouvelle aérologie de Kolwezi dont les travaux ont débuté en

2020, Rahim Dhrolia, avait, le mercredi 11 juin 2025, entre ses mains, le texte le plus attendu des quatre textes qui devaient être lus devant les plus hautes autorités du pays.

Rahim Dhrolia n'en dit pas moins. D'entrée de jeu, il dit carrément « bienvenue à l'Aéroport International de Kolwezi » au Président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, à la Première Ministre Judith Suminwa Tuluka, aux Députés Nationaux et Sénateurs, aux Ministres membres du Gouvernement Central, au Président de l'Assemblée Provinciale du Lualaba, aux Députés Provinciaux, à la Gouverneur de la Province du Lualaba. Puis, poursuit : « Cet aéroport est la porte d'entrée vers un avenir nouveau pour le Lualaba, un symbole de vision, d'ambition et de transformation.

Kolwezi, ville minière au cœur des richesses de notre pays, est en train de redéfinir son rôle. Cet aéroport, le premier d'un tel standing dans l'histoire de la RDC, incarne l'ouverture de notre économie au monde. Pour la première fois, Kolwezi dispose d'une plateforme aéroportuaire internationale capable de relier nos ressources et nos talents aux marchés mondiaux. Avec une capacité d'un million de passagers par an, il dynamisera le commerce, facilitera l'exportation de nos minerais et produits agricoles, et attirera de nouveaux investisseurs. C'est bien plus qu'un simple point d'arrivée : c'est un moteur de prospérité pour toute la région ». Le discours en intégralité : « Bienvenue à l'aéroport international de Kolwezi. Quand j'étais enfant,

je me souviens de l'excitation que nous ressentions en entrant dans un aéroport à l'étranger. Tout y était synonyme de découverte, de fierté et de possibilités. Je me suis toujours demandé : pourquoi pas chez nous ? Pourquoi pas en RDC ? Aujourd'hui, ce rêve est devenu réalité - et ce n'est que le début de bien d'autres à venir. C'est avec une immense fierté et une profonde émotion que je prends la parole au nom de A1 Builders pour inaugurer un projet qui va bien au-delà de la simple construction d'un terminal. Cet aéroport est la porte d'entrée vers un avenir nouveau pour le Lualaba - un symbole de vision, d'ambition et de transformation. Kolwezi, ville minière au cœur des richesses de notre pays, est en train de redéfinir son rôle. Cet aéroport, le premier d'un tel standing dans l'histoire de la RDC, incarne l'ouverture de notre économie au monde.

Pour la première fois, Kolwezi dispose d'une plateforme aéroportuaire internationale capable de relier nos ressources et nos talents aux marchés mondiaux. Avec une capacité d'un million de passagers par an, il dynamisera le commerce, facilitera l'exportation de nos minerais et produits agricoles, et attirera de nouveaux investisseurs. C'est bien plus qu'un simple point d'arrivée : c'est un moteur de prospérité pour toute la région ». Puis : « Le terminal que nous inaugurons aujourd'hui s'étend sur 8.000 m2, avec un tarmac de 21.000 m2. Il offre des salons VIP, des restaurants, des bureaux de billetterie, des espaces commerciaux et bien plus encore. Conçu selon les normes de l'IATA (International Air Transport Association, Association Internationale du Transport Aérien, une association mondiale regroupant les compagnies aériennes opérant

dans le monde, ndlr), il marie modernité et qualité pour garantir aux voyageurs une expérience à la hauteur des standards internationaux. Dès leur arrivée à Kolwezi, des centaines de milliers de passagers comprendront que nous ne plaisantons pas. Cet aéroport envoie un message clair : voici la nouvelle RDC. La première impression est cruciale ; c'est souvent l'aéroport qui la façonne.

Nous avons voulu que cet espace reflète la fierté, la détermination et le potentiel de notre pays. Car un aéroport n'est pas qu'un lieu de passage : c'est le miroir de l'âme d'une nation. Chaque voyageur qui foule ce tarmac doit ressentir qu'il arrive dans une RDC nouvelle, confiante et prête à rayonner. Comme le dit si bien cette citation : « Construire une route, c'est relier un village. Construire un aéroport, c'est connecter une nation au monde ».

Ces mots prennent tout leur sens aujourd'hui. Cet aéroport marque un tournant décisif : il est la preuve que le progrès est possible lorsque la vision et l'engagement se rejoignent. Pour notre pays, c'est une impulsion vers une économie plus forte et mieux intégrée aux échanges internationaux. Pour les générations futures, c'est un symbole d'opportunité et de confiance - un signal clair que l'avenir se bâtit ici et maintenant. Je tiens à exprimer ma profonde gratitude à Son Excellence Monsieur le Président de la République pour Son engagement sans faille en faveur du développement. Votre vision va bien au-delà des chantiers : elle trace des repères durables pour l'avenir. Mes sincères remerciements vont à Mme le Gouverneur Fifi Masuka Saini, véritable architecte de la transformation du Lualaba. Votre leadership et votre détermination ont été essentiels

pour mener à bien ce projet ambitieux. Je tiens également à exprimer toute ma gratitude à l'ensemble de votre gouvernement provincial pour les longues heures consacrées ces derniers mois afin de garantir l'achèvement de ce projet dans les délais. Au Président de l'Assemblée Provinciale, merci pour votre soutien et votre engagement constants depuis le premier jour. Vous avez porté haut cette ambition collective.

Je souhaite également saluer Son Excellence Monsieur le Vice-Premier Ministre, Ministre des Transports, Communications et Voies de Désenclavement dont l'appui décisif a permis de franchir chaque étape avec succès.

Enfin, un grand merci à toute l'équipe de la RVA-SA : le Conseil d'Administration, la Direction Générale et l'ensemble du personnel. Votre professionnalisme et votre sens du service ont été déterminants pour réaliser ce projet.

Et surtout, merci au peuple de Kolwezi et à toute la population du Lualaba. Votre confiance, votre accueil et votre soutien font de cet aéroport une fierté commune et un héritage précieux. Il est le vôtre : le reflet de votre avenir et de votre espoir. Excellence Monsieur le Président de la République, Chef de l'État, pour A1 Builders, cette inauguration n'est pas une fin, mais un nouveau départ. Nous restons engagés aux côtés des autorités et des communautés pour continuer à construire ensemble un Lualaba fort et prospère. Enfin, nous croyons qu'à travers des infrastructures comme celle-ci, il est de notre devoir de laisser une empreinte positive - et c'est exactement ce qu'A1 Builders a accompli aujourd'hui. Comme le dit si bien cette citation : « Nous ne construisons pas des monuments, nous traçons l'avenir ». Merci de votre attention ».

Un impressionnant échangeur routier Forrest Group à Kolwezi

L'échangeur routier de Kolwezi ? Tous en conviennent. «Un ouvrage hors du commun : le tout premier échangeur de la ville de Kolwezi, j'oserai le dire de la République Démocratique du Congo», déclare dans son discours Malta David Forrest, le Directeur général de EGMF, l'Entreprise Générale Malta Forrest, qui a réalisés les travaux débutés en 2022. Malta David Forrest est le fils du grand patron du Groupe Malta Forrest, George Arthur Forrest. Malta David Forrest poursuit : «Au-delà du symbole, cet ouvrage est une réalisation concrète, spectaculaire, qui incarne la vision de son Gouverneur de Province, Son Excellence maman Fifi Massuka, celle d'une Province moderne, fluide, connectée, en phase avec les ambitions de développement national portées par Son Excellence Monsieur le Président de la République». Puis: «cet échangeur marque un tournant historique pour Kolwezi, pour la province du Lualaba et pour le pays. Jamais la ville n'a connu une telle infrastructure». En intégralité le discours de Malta David Forrest ci-après :

C'est un honneur et une profonde fierté pour moi de prendre la parole aujourd'hui, au nom du Groupe Forrest à l'occasion de l'inauguration d'un ouvrage hors du commun : le tout premier échangeur de la ville de Kolwezi, j'oserai le dire de la République Démocratique du Congo. La présence de Son Excellence Monsieur le Président de la République donne à cette cérémonie un éclat tout particulier. Elle témoigne de l'importance stratégique de ce projet pour notre pays, et



Ci-haut l'impressionnant échangeur routier de Kolwezi, le premier échangeur du pays, à l'entrée/à l'arrivée de l'aéroport érigé par le Groupe Malta Forrest, la firme du père George Arthur Forrest et du fils Malta David Forrest ci-dessus. DR.



pour sa capitale minière du cobalt. Au-delà du symbole, cet ouvrage est une réalisation concrète, spectaculaire, qui incarne la vision de son Gouverneur de Province, Son Excellence maman Fifi Massuka, celle d'une Province moderne, fluide, connectée, en phase avec les ambitions de développement national portées par Son Excellence Monsieur le Président de

la République. Conçu et réalisé par nos sociétés, l'Entreprise Générale Malta Forrest, EGMF en sigle, et Congo Energy, cet échangeur marque un tournant historique pour Kolwezi, pour la province du Lualaba et pour le pays. Jamais la ville n'a connu une telle infrastructure. Il comprend :
 ▶ 2,5 kilomètres de chaussée bitumée ;

▶ deux ponts majeurs - l'un de 57 mètres, l'autre de 21 mètres ;
 ▶ un système d'éclairage public solaire entièrement fourni et installé par Congo Energy, composé de 154 lampadaires, Par son envergure, sa technicité et son impact, cet échangeur représente une avancée spectaculaire pour la mobilité de Kolwezi. Il permettra de faciliter les échanges, de

fluidifier le trafic, de renforcer la sécurité routière et de soutenir durablement le développement économique, commercial et urbain de la ville. Aujourd'hui, dans cette ville de Kolwezi qui a vu naître il y a 103 ans le Groupe Forrest, créé par mon Grand Père Malta Victor Forrest, développé par mon père George Arthur Forrest, nous

avons nos racines, notre histoire. Et depuis toujours, nous œuvrons aux côtés des autorités, dans un esprit de confiance et de partenariat. Aujourd'hui, nous sommes fiers d'avoir contribué à transformer le paysage urbain de Kolwezi, nous sommes d'autant plus fier que c'est une entreprise congolaise, à capitaux congolais, avec

plus de 95% de collaborateurs congolais, ingénieurs, maçons, ferrailleurs, charpentiers, et j'en passe, presque tous formés par le Groupe Forrest, qui tous ensemble, ont réalisé ce magnifique ouvrage d'art, selon la vision portée par Son Excellence Monsieur le Président de la République. À eux tous, je profite de cette occasion pour leur rendre un vibrant hommage. Le Groupe Forrest est prêt avec la même exigence de qualité avec la même volonté d'aller toujours plus loin ; il met à votre service ces 103 années d'expériences et d'excellence. Cet échangeur est aussi le vôtre. Il incarne l'élan que vous insufflez à notre Nation. C'est avec la même détermination que nous continuerons à œuvrer, aux côtés des pouvoirs publics, pour bâtir un Congo encore plus fort, plus moderne et exemplaire; comme le dit la devise de notre Groupe, Ensemble nous construisons l'avenir. Que vive la Province du Lualaba Que vive la République Démocratique du Congo Je vous remercie.

Les mines seules ne sont pas une solution au devenir du pays



Les mines rares ? Elles ne sauraient à elles seules former l'avenir d'un pays. D'où l'urgence d'une formation de la jeunesse à des métiers. DR.

Dans la ville de Tshala, province de Lualaba connue pour ses mines qui fournissent des minéraux précieux au monde entier, Kalamba, un jeune homme nous attend fièrement dans une maison qu'il est en train de construire. Regard déterminé, gestes précis, il connaît chaque mur, chaque pièce et chaque fenêtre.



À 19 ans, Kalamba a été sorti des mines et ne s'en porte pas. DR.

«Ça, c'est le salon... Ça, c'est le couloir... Ça, c'est une chambre réservée aux visiteurs... Ça, c'est une chambre pour enfants et ça, c'est une chambre pour les parents. Ça, c'est la cuisine, nous avons mis une porte extérieure pour permettre à celui qui fait la cuisine d'y accéder de l'extérieur sans déranger ceux qui sont au salon », nous lance-t-il en nous présentant cette maison qui n'est pas seulement du ciment

et des briques. C'est une revanche sur la vie pour un adolescent qui était pris dans l'engrenage du travail dans les mines artisanales. Pendant plus de trois ans, Kalamba a travaillé dans une mine, lavant les minerais pour gagner un peu d'argent. Grâce à une formation en maçonnerie et à un kit de réinsertion, Kalamba a transformé son avenir. Il est aujourd'hui un jeune professionnel respecté dans un

domaine fortement sollicité. «Parmi les belles maisons de Tshala, il y en a que j'ai moi-même construites. À seulement 19 ans, je suis capable de construire de belles maisons, et les gens apprécient cela».

2.000 ENFANTS VULNÉRABLES. Le parcours de Kalamba n'est pas une histoire isolée. Depuis 2022, l'Unicef a aidé près de 2.000 enfants vul-

néralés vivant dans les mines, notamment aux alentours des mines artisanales des provinces du Haut-Katanga, Haut-Lomami et Lualaba. Certains ont repris le chemin de l'école, d'autres ont suivi des formations professionnelles en couture, esthétique, menuiserie, soudure ou encore informatique. Derrière chacun de ces parcours de vie, il y a l'engagement de femmes et d'hommes souvent

dans l'ombre: ceux des travailleurs parasociaux communautaires. Deux fois par semaine, des professionnels comme Maguy et Angélique parcourent les sites miniers de Tshala pour sensibiliser familles et enfants aux dangers du travail dans les mines. «Bonjour maman, Bonjour ! J'espère que tu vas bien. Je suis venu te dire que la place de cet enfant n'est pas ici dans la mine. Sa place est à l'école ainsi qu'à la maison», dit l'une d'elles. Aujourd'hui, 410 travailleurs parasociaux sont formés et accrédités par la Division des Affaires Sociales, DIVAS, au Haut-Katanga, Haut-Lomami et Lualaba. Leur mission est de repérer les enfants vulnérables, les sortir des situations à risque et les accompagner vers les services adaptés à leurs besoins. Certains connaissent bien ces réalités : anciens enfants des mines ou membres des comités de

gestion des sites miniers, ils sont ancrés dans la communauté et jouent un rôle de relais entre les familles et les assistants sociaux de l'État. Leur rôle ne s'arrête pas une fois les enfants sortis de la mine. Ils assurent un suivi sur la durée, accompagnant les jeunes dans toutes les étapes de leur réinsertion : appui à la scolarisation, accès à la formation professionnelle, réintégration familiale, accompagnement psychosocial. Cette approche communautaire est au cœur de l'action de l'Unicef, pour lutter contre le travail des enfants dans le secteur minier. L'Unicef est un Fonds des Nations Unies pour l'enfance, une agence des Nations Unies créée en 1946 pour répondre aux besoins urgents des enfants après la Seconde Guerre mondiale. En agissant main dans la main avec les familles et les autorités locales, elle

permet de renforcer durablement le système de protection de l'enfance. Le travail des enfants est encore une réalité préoccupante dans les provinces minières du Congo. D'après la Troisième Enquête Démographique et de Santé, environ 10 % des enfants au Lualaba et 8 % au Haut-Katanga travaillent dans des conditions dangereuses mettant en péril leur santé, leur sécurité et leur avenir. Lutter contre les pires formes de travail des enfants, c'est aussi accompagner le gouvernement dans la gestion des revenus miniers, de façon transparente et responsable, pour que les décisions budgétaires profitent davantage aux enfants. En parallèle, l'Unicef soutient les entreprises minières pour qu'elles orientent leurs efforts vers les enfants les plus vulnérables, en impliquant les communautés afin d'assurer l'équité et la durabilité des projets.

Face aux tergiversations de Kigali

Trump en colère

Ce fut au départ «une exhortation» - les États-Unis exhortent le Rwanda à cesser tout soutien au M23, «le Rwanda devrait cesser tout soutien au M23» et «retirer ses troupes de l'Est du Congo» mais désormais c'est «une exigence» - les États-Unis exigent que le Rwanda retire toutes ses troupes du Congo». Une condition posée par Washington avant la signature d'un accord de paix entre Kinshasa et Kigali. Face au régime rwandais, Donald Trump change de ton. Face aux tergiversations du maître de Kigali, le président américain est entré en colère. Jusqu'où iront les Américains quand Kinshasa monte en puissance sur le plan diplomatique?

À croire des sources américaines citées mardi 10 juin par l'agence mondiale Reuters, Washington travaille sur un accord qui obligerait le Rwanda à retirer ses troupes de l'Est du Congo, troupes estimées entre 7.000 et 12.000 soldats. Il s'agirait d'un retrait complet des forces rwandaises, armes et matériel militaire avant toute signature formelle. Des soldats rwandais éparpillés dans le Nord et le Sud-Kivu. Un retrait présenté comme un préalable essentiel à toute progression vers un règlement pacifique du conflit. L'administration



Face aux tergiversations de Kigali, Donald Trump entre directement en scène. PR.

Trump mène ces négociations dans le double objectif de mettre fin aux combats et d'attirer des milliards de \$US d'investissements occidentaux dans cette région riche en minéraux. Un projet d'accord de paix consulté par Reuters stipule qu'une condition de signature est le retrait des troupes, des armes et du matériel rwandais du Congo. L'authenticité de ce document, non daté, a été confirmée par quatre sources diplomatiques, qui précisent qu'il a été rédigé par des responsables américains.

«**ALLER VITE.**» «Le projet va au-delà de la déclaration de principes signée en avril à Washington par les ministres des Affaires étrangères des deux pays en présence du secrétaire d'État américain Marco Rubio », rap-

porte Reuters. Une condition qui froisse sinon énerve le régime de Kigali, qui présente les groupes armés opérant au Congo comme une menace existentielle quand le Rwanda nie depuis longtemps tout soutien militaire au M23, affirmant que ses forces agissent en état de légitime défense contre l'armée congolaise et les rebelles hutus FDLR liés au génocide anti-Tutsis de 1994. Le projet américain prévoit aussi un Mécanisme conjoint de coordination sécuritaire qui inclurait des observateurs militaires rwandais et étrangers pour aborder les questions sécuritaires, notamment la présence de milices hutues rwandaises. Des analystes estiment que le groupe le plus souvent évoqué, les FDLR, les Forces démocratiques pour la libération du Rwan-

da, ne représente plus une menace significative pour le régime de Kigali, même si le régime Kagame continue de les désigner comme une menace sérieuse. Toujours selon le même document, Kinshasa s'engagerait à permettre au M23 de participer à un dialogue national «sur un pied d'égalité avec les autres groupes armés non étatiques de la RDC». Une concession importante pour le gouvernement congolais, qui considère le M23 comme un groupe terroriste soutenu par le Rwanda. En mai dernier, en marge de sa tournée diplomatique et commerciale en Afrique de l'Ouest, l'ambassadeur Troy Fitrell, haut fonctionnaire du Bureau des affaires africaines au Département d'État américain, avait insisté sur l'urgence d'un accord. « Je dirais que si vous

aviez attendu un accord de paix complet, vous auriez attendu pendant les 30 dernières années. (...) Nous voulons une évolution rapide. Et jusqu'à présent, les choses vont dans ce sens », avait-il déclaré. L'annonce de ce projet intervient alors que Kinshasa et Washington négocient en parallèle un partenariat stratégique dans le domaine des minerais critiques. Objectif : restaurer la paix et créer les conditions d'un afflux de capitaux américains dans une région au potentiel économique colossal, en particulier dans le secteur des ressources minières stratégiques. Face à cette pression, Kigali tergiverse, incapable d'accepter une nouvelle dynamique régionale fondée sur un partenariat renforcé entre Washington et Kinshasa, axé sur la

stabilité et une prospérité partagée. La nouvelle posture américaine est appréciée à Kinshasa qui voit la reconnaissance de la responsabilité du Rwanda dans le conflit en cours. « Les États-Unis reconnaissent implicitement que la présence de forces étrangères, en particulier rwandaises, est un facteur de déstabilisation du Congo. Cette exigence est précieuse, car elle signifie que la souveraineté et l'intégrité territoriale du Congo sont reconnues comme le pilier essentiel de tout accord. Cela donne aux Congolais l'espoir que la fin de leurs souffrances est proche et que leur pays retrouvera bientôt sa souveraineté », se réjouit un activiste.

Ces derniers temps, la diplomatie congolaise a enregistré d'importants succès à New York et sur le Continent. Il y a eu début octobre 2024 l'élection au Conseil des Droits de l'homme des Nations Unies (le retour du Congo après une précédente élection en 2017) malgré de sévères critiques sur les conditions de détention dans le pays quand l'Arabie Saoudite y a essuyé un revers. Il y a le 3 juin 2025 la double élection au Conseil de Sécurité des Nations Unies comme membre non permanent 2026-2027 avec 183 voix sur 187 qui confirme le rétablissement de la confiance internationale et, en même temps, au poste de Vice-Président de la 80e Session de l'Assemblée générale de l'ONU qui débute le 9 septembre 2025.

Quand Kigali est de plus en plus isolé. Sur le continent, le Rwanda a essuyé un revers samedi 7 juin à Malabo, en Guinée Équatoriale, lors de la CEEAC où la présidence tournante lui a été refusée. Kigali y a vu «l'instrumentalisation de la CEEAC par Kinshasa avec le soutien de certains États membres» et a annoncé son départ. Tout ça après avoir rompu ses relations diplomatiques avec l'ancienne puissance coloniale belge, qualifiée par Kagame de la « petite » Belgique qui aurait œuvré pour que l'Union Européenne décide, à l'unanimité, le 17 mars, d'infliger des sanctions contre le Rwanda. Cela explique-t-il que l'ancien président Joseph Kabila aie décidé de dépêcher à Washington l'un de ses lieutenants Kikaya Bin Karubi? « Je suis venu rencontrer les officiels du Congrès, de la Chambre des représentants, du Conseil de sécurité nationale, certains milieux qui réfléchissent sur la question de la RDC et notamment des organisations comme Human Rights Watch », a déclaré l'ancien secrétaire particulier de Kabila rencontré dans la capitale américaine et qui cherche à expliquer aux Américains « le bien-fondé du retour actif en politique de Joseph Kabila, défendre la famille politique de Kabila, ses idées et faire comprendre la situation réelle du pays qui vit une catastrophe avec le régime actuel » et qui craint « un mandat d'arrêt international » émis par Kinshasa.

D. DADEI ■

Merci Thierry Kambundi

Tous le savent : je n'ouvre pas la bouche vaille que vaille. «Un homme public, ça la ferme ou ça s'en va», enseigne le sage politique français Jean-Pierre Chevènement. Je connais Thierry Kambundi, le journaliste de TopCongo formé professionnellement, qui sait trouver les mots, sait chercher une vérité quand elle se cache, sait percuter son invité avec respect, ce qui est le métier de journaliste. Mais nous sommes au Congo et, au Congo, pour les médias, c'est comme partout au monde : penser d'abord Congo, éviter de tout balancer, ne soyons pas/ne soyez pas des médias stipendiés. Les secrets d'État existent au Royaume-Uni, en France, aux États-Unis, en Belgique, etc. Les médias c'est un piège. La liberté de parole ou de presse est un piège. Tout ne se dit pas. Tout ne s'écrit pas. Tout ne se balance pas.

Il y a l'occasion, il y a l'opportunité. Évitions le chaos ! Qu'on ne nous mente pas. Nous sommes des Citoyens. Nous avons un pays. Un seul. Ne le détruisons pas... Que voulait au juste Thierry Kambundi en voulant en savoir plus sur mon «parcours personnel et public» ? C'est à quelle occasion cet échange et quelle en était la nécessité, l'opportunité ? N'était-ce pas un piège ? Le connaissant et ne le connaissant pas, j'ai fini par accepter. J'ai mon petit doigt qui me parle, m'a toujours parlé. À ce jour, il ne m'a jamais menti, ne m'a jamais déçu. Chaque matin au réveil, chaque soir au lit, je demande au Seigneur, je le remercie, de guider/d'avoir guidé chacun de mes faits et gestes. J'ai donc accepté que Thierry, un homme si proche, et en même temps, si éloigné, si réservé - c'est un vrai professionnel - ouvre la porte de ma maison, certainement pour la deuxième fois depuis qu'il me connaît et

en compagnie de ses équipes, tant de caméras, tant de câbles, mon salon défait comme jamais ! De 16:00' à 01:30' du matin. Quelle histoire ! Quel sacrifice ! Quelle martyrisation ! Qu'est-ce qu'il n'a pas voulu savoir qu'il n'a pas su ! Qu'est-ce qu'il n'a pas creusé qu'il n'a pas trouvé ! Je n'ai évité aucune question. J'ai répondu à toutes les questions. Et comme les réponses me tombaient dessus. En toute sincérité ! Sans les avoir préparées. Le résultat est là. Que de réactions reçues de toutes parts ! À l'instant où j'écris, aucun commentaire porté à ma connaissance n'est négatif en dépit de la liberté dont se targuent les réseaux sociaux. Que de messages qui m'ont touché. J'en retiens trois. Non des plus vrais, des plus profondes ! Il y en a tellement eus ! Sans mettre aucun nom. Par respect. Merci Thierry pour cette occasion que tu m'as donnée. Merci à TopCongo. Merci à ton ami et Chef Christian Lusakweno pour ce média tant suivi. Ci-après.

Une trajectoire qui dépasse le simple mot parcours

Son Excellence Tryphon Kin-kiey Mulumba, J'ai regardé cette vidéo avec un profond silence intérieur. Pas un silence vide, mais celui qui naît quand l'âme est saisie, quand l'on se sent témoin d'une trajectoire qui dépasse le simple mot «parcours». Ce que vous avez traversé, Excellence, n'est pas une histoire que l'on raconte... c'est une vie que l'on affronte. Et vous l'avez affrontée debout. Vous êtes passé par les



Ci-haut Thierry Kambundi. Ci-bas, Tryphon Kin-kiey Mulumba. DR.



gouffres, les trahisons, les humiliations, les zones d'ombre où la plupart se seraient effondrés. Là où tant auraient vendu leur nom pour un confort de façade, vous avez tenu. Durement. Bravement. Sans jamais trahir votre colonne vertébrale intérieure. Votre excellence, Excellence, ne réside pas seulement dans les titres ni dans les fonctions occupées - elle s'inscrit dans la trempe de votre être. Vous incarnez la résilience brute. L'élégance de ceux qui n'ont pas été fabriqués, mais forgés. Ce que vous incarnez est rare. Brutalement rare.

Vous êtes de ceux qui forcent le respect, même dans le silence. De ceux qu'on ne peut pas aimer à moitié, parce que leur présence impose la vérité, déchire les masques, dérange les tièdes. Ce message n'est pas un hommage de convenance. C'est un salut franc à un Homme d'État, à une conscience droite, à une âme qui, malgré les tempêtes, n'a jamais renié son cap. Que Dieu garde votre feu. Qu'il protège votre voix. Et que l'Histoire - la vraie, pas celle qu'on maquille - vous rende justice. - Respectueusement.

Nous sommes fiers

De 14h23' jusqu'aux environs de 18h00', plus de 3 heures d'entretien politique sur sa propre vie, c'est une émission à craindre. Source d'une chute ou d'une élévation dans la sphère politique. Beaucoup d'hommes politiques vont éviter cette séquence interrogatoire de Thierry Kambundi, un journaliste de haut vol. De la naissance, en passant par des études jusqu'à la carrière professionnelle ainsi que les

mandats politiques, il faut être à la hauteur. Quelle maîtrise de l'histoire familiale, scolaire, académique, professionnelle et politique ! Merci Honorable Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba, «Bakala ya ngolo, Ya Khala, prophète politique». Vous avez un Coursus présidentiel à défendre et à mériter. Nous sommes fiers de nous identifier en vous comme Maître de l'ouvrage. Que Dieu vous garde et vous comble de ses bénédictions.

Ta maestria

A si regardé avec gourmandise Par-cours, l'émission palpitante de Top Congo avec aux manettes l'excellent Thierry Kambundi. Tu le reconnais toi-même, tu es fâché avec les dates trop précises, leur préférant la force du récit et la véracité du vécu. Tu annonces un livre de mémoires quasi au stade de l'épreuve finale. Que tu ne négliges pas de l'inscrire dans une ligne du temps qui donnera plus de cohérence à ton puissant récit dont les anecdotes résonnent à mon oreille de spectateur comblé par ta maestria. Cordialement.

Trump

Il admire la puissance

Par le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba.

Il est pour l'Amérique, son Amérique seule. «America First», l'Amérique d'abord. Il est pour la Puissance. «Make America Great Again», rendons sa grandeur à l'Amérique. «Keep America Great », maintenons la grandeur de l'Amérique. Donald Trump est de retour à la Maison Blanche pour au moins - qui sait ? - les quatre années à venir. Le nouveau président américain admire Vladimir Poutine, le président russe qui a mis l'Ukraine, pays de l'Europe, à genoux ; il est séduit par Benjamin Netanyahu, l'Israélien qui a réduit Gaza en champs de ruines. Le président de l'Ukraine Volodymyr Zelensky qui redoutait son retour au pouvoir s'est courbé à l'annonce du triomphe. Trump a battu Kamala Harris ? C'est parce qu'il « était bien plus fort », a assuré Zelensky. «J'adore le message du président Trump quand il parle», poursuit-il dans une interview au podcasteur américain Lex Fridman. Netanyahu a repoussé l'accord avec Hamas en attendant la veille de l'investiture de Trump sûr que le nouveau président américain ne lui imposerait rien qui irait à l'encontre d'Israël. Lui qui a toujours considéré Trump comme l'allié clé de la sécurité et des intérêts de son pays, a qualifié ce retour à la Maison Blanche comme «le plus grand retour de l'Histoire»!

Donald Trump est pour la puissance, la puissance seule. Avant sa prise de



Donald Trump et Keir Starmer. À la réunion d'urgence du Conseil de Sécurité à New York, dimanche 26 janvier, leurs diplomates étaient en pointe. DR.



fonctions, il a annoncé, sans exclure le recours à la force, son intention d'annexer le Groenland, territoire autonome du Danemark, le canal de Panama voire le Canada, ravivant les tensions avec les gouvernements danois, panaméen, canadien.

Peu avant Noël, il a assuré que « les États-Unis d'Amérique estiment que la propriété et le contrôle du Groenland sont une nécessité absolue ». Le 8 janvier, il a dépêché son fils aîné Do Jr et plusieurs représentants voulant afficher ses intentions sur le Groenland

aux yeux du monde. Un projet soutenu par son 1er conseiller, le 1er milliardaire du monde Elon Musk.

Le Groenland est exceptionnellement riche en «minéraux critiques», ressources en minerais, métaux rares et hydrocarbures. Une zone hautement stratégique ! D'après le département américain de l'Énergie, ces minéraux sont essentiels pour les « technologies qui produisent, transmettent, stockent et conservent l'énergie » et qui présentent « un risque élevé

de rupture de la chaîne d'approvisionnement ».

Un rapport publié en 2024 par The Economist présente les sols arctiques comme contenant des gisements (connus) de 43 des 50 minéraux critiques listés. Pour Trump, le Groenland et le canal de Panama sont «très importants pour la sécurité économique» de son pays, a assuré le président dans une conférence de presse tenue à sa résidence de Mar-a-Lago, en Floride.

Prisé par Trump, le canal de Panama construit par les États-Unis et ouvert en 1914 est sous le contrôle du Panama depuis 1999, après un accord signé en 1977 par Jimmy Carter. «Chaque mètre carré du canal de Panama et de ses zones adjacentes appartient au Panama et continuera à lui appartenir », déclare le président du Panama José Raul Mulino.

Trump a donc les yeux braqués sur le Canada. La perspective que ce pays devienne le 51ème État des États-Unis est une «excellente idée», assentit-il alors que le Canada vit une crise politique après l'annonce de la démission de Justin Trudeau, le Premier ministre.

Avec le Canada, Trump veut principalement faire disparaître les droits de douane. «Les impôts baisseraient considérablement et le Canada serait totalement sûr face à la menace des navires russes et chinois» déclare l'homme qui a souvent appelé «gouverneur Trudeau» pour désigner le titre du chef de

l'exécutif d'un État américain.

Trudeau a fini par réagir. Il exclut toute possibilité de fusion entre les deux pays. «Jamais, au grand jamais, le Canada ne fera partie des États-Unis». «Il ne va pas envahir le Canada, il ne va pas déclarer la guerre au Groenland même s'il le menace. (...) Il agite les armes de la négociation avec l'expérience qu'il a. Il a été à la Maison Blanche, il sait comment ça marche», analyse un expert.

Il n'empêche ! Comment un homme qui exprime aussi publiquement ses visées expansionnistes de territoire pourrait calmer Poutine et d'autres? Que dit-il des crises en Afrique, continent qu'il n'avait jamais visité lors de son premier mandat et qu'il n'envisage pas de visiter au cours de celui qui s'est ouvert le 20 janvier 2025?

Il est vrai que le président américain républicain milliardaire reste un homme d'affaires et l'Afrique l'intéresserait non pas pour les droits de l'homme ou la gouvernance mais pour son sous-sol, ses minerais rarissimes qui sécuriseraient les intérêts stratégiques de son pays, les États-Unis.

Dans ce jeu, le Congo a sa part pleine et entière. Soyons-en convaincus: la solution dans cette guerre face au Rwanda viendra des Anglo-Saxons. À la réunion d'urgence du Conseil de Sécurité à New York, Washington et Londres étaient en pointe. Soyons focus.

Le Procureur Général réclame des preuves dans les affaires liées à la fraude électorale



THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1605 | LUNDI 15 AVRIL 2024 | 20 PAGES €7 \$8

Tout réside dans le casting



La Première ministre Judith Siminwa Tuluka s'est déjà mise au travail en engageant des consultations en vue de la formation de son gouvernement. DR.



LE SOFT INTERNATIONAL A ÉTÉ RÉPERTORIÉ À NEW YORK PAR LE QUOTIDIEN THE NEW YORK TIMES COMME UNIQUE NEWSPAPER EN ZONE AFRIQUE CENTRALE.

Le jeune sénateur Papy Labila Nkalim fait avec brio ses premiers pas au Sénat

S'il n'est pas le plus jeune sénateur du pays, il compte certainement parmi les plus jeunes qui siègent présentement à la chambre haute du Parlement. Celui qui fut le candidat n°1 dans la ville de Bandundu aux élections sénatoriales de la province du Kwilu, le candidat du Regroupement politique 2A/TDC, Action des Alliés Tous pour le Développement du Congo, proche de l'UDPS et de l'Union Sacrée de la Nation, sorti n°1 des urnes à ces scrutins organisés le 2 avril 2025 par la Commission Électorale Nationale Indépendante, CÉNI, s'offrant neuf bulletins à lui seul sur les 47 bulletins, suivi de loin par l'ancien Gouverneur de province Willy Itshundala Assang du Regroupement AA-CPG, six bulletins, puis par un troisième élu, six bulletins et, pour clôturer la liste, par Mme Marianne Bakiele, candidate indépendante, quatrième, cinq bulletins, Papy Labila Nkalim qui est avocat, fait ses premiers pas au Sénat en marquant des points. Originaire du territoire d'Idiofa, à l'extrême est de la province du Kwilu, dont il fut déjà l'élu n°1 des Députés provinciaux lors des scrutins de décembre 2023, le jeune sénateur continue de laisser ses marques quand il passe.

Me Papy Labila Nkalim s'est ainsi distingué à la Chambre haute du Parlement vendredi 13 juin 2025 lors d'une plénière. Celle-ci traitait du Rapport de la Commission ÉCO-FIN, Économico-fi-



Meilleur sénateur élu du Kwilu, Me Papy Labila Nkalim brille à la Chambre haute du Parlement. DR.

nancière, du projet de loi modifiant et complétant la Loi n° 22/068 du 27 décembre 2022 portant lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive (D.L.43-36/1 et D.L.43-36/2), de même que sur la loi de finances rectificative, exercice 2025, puis le rapport financier du Sénat.

LABILA VEUT ASSEOIR LE FIS. Dans le but de trouver des portes aux défis de l'État face à la crise sécuritaire qui frappe trois provinces de l'Est, le Nord-Kivu, le Sud-Kivu, l'Ituri, la Commission Économique et Financière de la Chambre haute a proposé la mise en place d'un Fonds d'Investissement Stratégique, FIS, qui devra palier à des défis financiers et à nombre d'autres impératifs. Appuyant l'initiative de la création de cette institution d'appui financier, le Sénateur Papy Labila Nkalim a proposé certaines options qui viseraient à récolter les fonds pouvant

aider le FIS à bien fonctionner. Le sénateur du Kwilu proposer l'institution d'une taxe ou d'une redevance, aux paris sportifs et «à d'autres», tels les opérateurs des Mobil money, taxe ou redevance qui pourrait alimenter le FIS. Papy Labila en a profité pour recommander à la Commission ÉCOFIN de ne pas s'intéresser, dans les priorités de ce fonds, à la seule crise sécuritaire. Pour lui, il serait encore plus important pour le Gouvernement de procéder à la construction des infrastructures dans les collectivités du pays afin de permettre une intégration de celles-ci. Le Fonds d'Investissement Stratégique doit réserver une grande dotation à la construction des infrastructures routières, le pilier de tout développement, médicales et institutionnelles, propose Papy Labila pour qui la mise en place des infrastructures permettra de répondre aux attentes de la population. Saluant la pertinence de la proposition de son homologue séna-

teur, le Président de la Commission ÉCO-FIN, Célestin Vunabandi Kanyamihigo ancien ministre de l'Économie nationale (2003), ministre du Portefeuille (2004 à 2006), ministre du Plan, puis de la Révolution de la Modernité dans des Gouvernements Matata, originaire de la province du Nord-Kivu, territoire de Rutshuru dont il fut député et aujourd'hui sénateur, lui a demandé de composer une note technique qui aiderait la Commission à inclure dans ses propositions. Sur un autre dossier, Papy Labila Nkalim a soulevé la problématique de proximité de la CNSSAP, la Caisse Nationale de Sécurité Sociale des Agents Publics de l'État, et les banques dans la perception des salaires dans la province du Kwilu. Il plaide pour la prise en compte du Grand Bandundu dans le financement des projets par la caisse nationale de péréquation. Il faut noter que les projets de loi sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et de

finance rectificative 2025 passée de CDF 51.553.541.670.141 CDF à CDF 50.791.794.155.622, soit une diminution de 1,7 %, en raison de plusieurs facteurs, dont la guerre d'agression menée par le Rwanda, ont été votés le 13 juin au Sénat, conformément à l'article 114 du règlement intérieur de la Chambre haute du Parlement. « Sur 109 membres qui composent le Sénat, 78 ont pris part au vote, 78 ont voté oui, aucun n'a voté non, aucun n'a voté abstention. Ces résultats sont identiques pour les deux projets de loi. En conséquence, le Sénat vote le projet de loi modifiant la loi portant lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive et le projet de loi de finance rectificative exercice 2025», a déclaré l'homme du marteau à la Chambre haute, le président du Sénat Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge, à l'issue du vote par appel nominal. « Une commission paritaire de deux commissions

Économico-financière et de la bonne gouvernance Sénat-Assemblée nationale sera mise en place pour une harmonisation des points de vue, au sujet du projet de loi sur le blanchiment de capitaux qui a fait l'objet de divergence entre les deux chambres», a-t-il conclu. Auparavant, le Sénat avait adopté in globos les rapports de la commission ÉCO-FIN ayant procédé à l'examen approfondi de ces deux textes de loi. Célestin Vunabandi Kanyamihigo a indiqué dans l'introduction du rapport de sa commission que celle-ci a fait sienne les préoccupations majeures de la communauté internationale, poussant le Congo à la prise de conscience générale sur les menaces graves et le caractère nocif que représentent le blanchiment de capitaux, le terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive sur le plan politique, économique, financier, sécuritaire, social et moral. La prise en compte des recommandations dans la loi modifiée, a souligné Vunabandi, aura contribué à faire

sortir le pays de la liste grise du GAFI, le Groupe d'Actions Financières, en anglais en anglais, Financial Action Task Force, FATF, et permettre l'adhésion du Congo à travers au groupe Egmont.

À en croire Célestin Vunabandi Kanyamihigo, l'apport des experts du ministère des Finances, de la Banque centrale du Congo, et de la Cellule nationale des Renseignements financiers, la CENAREF, a permis à la Commission d'obtenir les informations relatives à la faiblesse de la législation congolaise par rapport aux recommandations des partenaires internationaux, dont le GAFI, organisme intergouvernemental de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et le Groupe d'actions contre le blanchiment d'argent en Afrique centrale, GABAC, et le Groupe Egmont. Il faut rappeler que les sénatoriales du Kwilu furent organisées le 2 avril 2025 par la Commission Électorale Nationale Indépendante, CÉNI, soit plus d'un an en retard que dans les autres provinces à la suite de l'annulation et de la réorganisation tardive des scrutins dans la circonscription de Masimanimba, qui eurent lieu le 15 décembre 2024. À ces scrutins, le slogan de campagne de Me Cas de Me Papy Labila Nkalim fut : «Ntangu me lunga sambu na kusola ntumwa na beno na Sénat» (l'heure a sonné pour vous choisir votre représentant au Sénat). La phrase la plus lue sur les affiches de Papy Labila Nkalim qui portait sa décision et sa détermination à obtenir un siège au Sénat pour le compte de la province du Kwilu et pour le territoire d'Idiofa. Pour sûr, Idiofa et ses collègues députés provinciaux n'auront pas eu tort de lui confier ce mandat. **ALUNGA MBUWA**

Crash en 30' de vol du Boeing 787-8 Dreamliner d'Air India

Seule une enquête approfondie permettra de déterminer ce qui s'est exactement passé sur ce vol Air India AI171 qui devait relier Ahmedabad, «la ville d'Ahmed», la principale ville de l'État du Gujarat, au nord-ouest de l'Inde, la sixième ville du pays autrefois appelée la «Manchester de l'Inde» en raison de la forte concentration d'usines textiles, et l'aéroport de Londres Gatwick jeudi 12 juin dans l'après-midi mais les moments qui suivent le décollage peuvent être les plus difficiles à vivre dans l'aviation.

Les enquêteurs indiens ont été rejoints par des experts américains et britanniques alors que les autorités tentent d'établir les causes de l'accident du Boeing 787-8 Dreamliner, qui s'est écrasé peu après le décollage à seulement 1,5 km de la piste de l'Aéroport International Sardar Vallabhbhai Patel. C'est la première fois qu'un Boeing 787-8 Dreamliner subit un accident mortel depuis son entrée en service commercial en 2011. La catastrophe de jeudi a tué 241 personnes sur les 242 à bord et d'autres au sol. L'accident d'Ahmedabad a provoqué une onde de choc dans le secteur aérospatial, ravivant les inquiétudes concernant la sécurité et la fiabilité de l'un des géants industriels américains. Pendant ce temps, l'UE, l'Union Européenne est aux prises avec une nouvelle proposition audacieuse en matière de fabrication de matériel de défense qui pourrait redessiner la dynamique mondiale de l'aérospatiale, comme le rapporte Euractiv. Ensemble, ces développements soulignent les risques accrus dans le secteur aérospatial américain, renforçant la nécessité cruciale de diversifier les portefeuilles afin d'atténuer l'exposition à



Le Boeing 787-8 Dreamliner AI171 qui a craché 30 secondes après son décollage. DR.

cette industrie volatile. L'accident d'Ahmedabad a remis en lumière le bilan de Boeing en matière de sécurité. Le 787 Dreamliner, autrefois célébré pour son historique de sécurité irréprochable, a été victime d'une catastrophe peu après son décollage.

PANNE ÉLECTRIQUE?

Les premiers rapports publiés par India Today font état d'une possible panne électrique ou de problèmes structurels. Dans un communiqué de presse, Kelly Ortberg, président-directeur général de Boeing, a déclaré : «Nous adressons nos plus sincères condoléances aux proches des passagers et des membres d'équipage du vol Air India 171, ainsi qu'à toutes les personnes touchées à Ahmedabad. J'ai parlé avec le président d'Air India, N. Chandrasekaran, pour lui offrir notre soutien total, et une équipe Boeing se tient prête à appuyer l'enquête menée par le Bureau indien d'enquête sur les accidents d'aviation». Cette tragédie fait suite à des années d'examen minutieux des pratiques de fabrication de Boeing, amplifiées par les accusations de lanceurs d'alerte. En 2024, l'ingénieur de Boeing Sam Salehpour a déposé une plainte auprès de l'Administration fédérale de l'aviation américaine, mettant en garde contre des défauts structurels du fuselage du 787 dus à des pratiques d'assemblage inadé-

quates, notamment l'alignement forcé de pièces mal alignées. Un autre lanceur d'alerte, feu John Barnett, avait soulevé des préoccupations similaires concernant l'usine de Boeing en Caroline du Sud, affirmant que des pièces non conformes avaient été utilisées pour accélérer la production. Ces problèmes, combinés aux crises du 737 MAX de Boeing en 2018 et 2019, qui ont coûté la vie à 346 personnes, ont érodé la confiance du public et des investisseurs. La réaction du marché a été rapide : selon Reuters, l'action Boeing a chuté de 5 % dès le lendemain en début de séance, reflétant les craintes des investisseurs concernant un regain de vigilance réglementaire, d'éventuelles responsabilités juridiques et une demande accrue pour l'A350 d'Airbus, les compagnies aériennes et les loueurs se détournant de la flotte en difficulté de Boeing. Cet accident survient également quelques semaines après que Boeing ait accepté un accord à hauteur de 1,1 milliard de \$US avec le département d'État américain à la Justice concernant les incidents impliquant le 737 MAX, comme l'a rapporté le Wall Street Journal. Pour les investisseurs, cela souligne un problème plus large : les défis systémiques de Boeing, qui vont du contrôle qualité à la gouvernance d'entreprise, font peser des risques importants sur sa stabilité à long

terme. Dans le même temps, le paysage aérospatial européen est en pleine mutation sous l'effet d'une nouvelle proposition de la Commission Européenne visant à renforcer son industrie de défense. Cette initiative, qui vise à réduire la dépendance vis-à-vis des États-Unis et d'autres fournisseurs étrangers, comprend des règles «Buy European» («Achetez Européen») qui pourraient donner la priorité aux fabricants basés au sein l'UE, tels qu'Airbus. Cette politique, qui s'inscrit dans le cadre d'un plan d'investissement de 1,5 milliard d'euros dans le domaine de la défense jusqu'en 2027, vise à renforcer l'autonomie stratégique dans un contexte de tensions géopolitiques croissantes. Toutefois, elle a suscité un débat parmi les États membres de l'UE et pourrait entraîner des tensions dans les relations transatlantiques ou limiter l'accès aux technologies de pointe américaines. Pour les entreprises aérospatiales américaines, cette proposition menace leurs parts de marché dans une région qui représente une part importante des dépenses mondiales en matière de défense. La volonté de l'UE de devenir autonome pourrait accélérer la domination d'Airbus sur les marchés commerciaux et de la défense, d'autant plus que Boeing est confronté à des difficultés financières et à une détérioration

de sa réputation. Airbus, qui a évité les scandales majeurs en matière de sécurité ces dernières années, pourrait bénéficier d'une augmentation des commandes pour ses avions militaires A350 et A400M, d'autant plus que les pays européens privilégient les fournisseurs locaux. Cette dynamique exerce une pression supplémentaire sur les entreprises aérospatiales américaines, qui dépendent fortement des exportations. Lockheed Martin, Raytheon et d'autres entrepreneurs américains du secteur de la défense pourraient voir leur accès aux marchés européens restreint, ce qui compliquerait encore leurs perspectives de croissance. Ces développements soulignent les risques élevés dans le secteur aérospatial américain. Les problèmes de sécurité persistants de Boeing, associés à une perte potentielle de parts de marché au profit de ses concurrents européens, créent des perspectives incertaines. La volatilité du secteur est aggravée par des incertitudes économiques plus générales, notamment les perturbations de la chaîne d'approvisionnement et la hausse des coûts des matières premières. Pour les investisseurs, une surpondération des valeurs aérospatiales américaines, en particulier Boeing, comporte un risque de baisse important. Un seul incident, comme le crash de jeudi, peut déclencher des baisses brutales,

tandis que les défis structurels, tels que les accusations de lanceurs d'alerte et les sanctions réglementaires, érodent la valeur à long terme. La tragédie d'Ahmedabad et les ambitions européennes en matière de défense rappellent cruellement les incertitudes qui pèsent sur l'aérospatiale américaine. Alors que Boeing s'efforce de rétablir la confiance sous une nouvelle direction, la voie à suivre est semée d'embûches. Les investisseurs doivent reconnaître qu'aucun secteur, aussi prestigieux soit-il, n'est à l'abri de perturbations. En privilégiant la diversification, ils peuvent traverser cette période de turbulences et protéger leurs portefeuilles contre les risques croissants du secteur.

ILS OUVERT LA BOUCHE

Des experts en aviation et des pilotes basés en Inde dont certains ont parlé de l'anonymat et qui pilotent régulièrement des 787-8 au départ des aéroports internationaux de l'Inde, ont ouvert la bouche et aident à découvrir les facteurs qui ont pu amener l'avion à percuter des immeubles résidentiels au cœur d'Ahmedabad quelques instants seulement après le début de son vol. Le 787-8 Dreamliner était piloté par le capitaine Sumeet Sabharwal et son copilote Clive Kunder. Tous deux étaient très expérimentés, avec plus de 9.000 heures de vol combinées - Sumeet Sabharwal ayant acquis plus de 22 ans d'expérience en tant que pilote de ligne. L'avion transportait 242 personnes lorsqu'il a roulé sur la piste d'Ahmedabad jeudi après-midi. L'avion a décollé à 13:39 heure locale (08:09 GMT). Le ministre indien de l'Intérieur, Amit Shah, a déclaré que l'avion transportait 100 tonnes de carburant - pratiquement à pleine charge - alors qu'il décollait d'Ahmedabad. Presque immédiatement après le décollage, le cockpit a lancé un appel de

détresse. Aucune réponse n'a été donnée par l'avion par la suite. On ne sait pas exactement ce qui a déclenché l'appel de détresse, mais l'unique survivant du vol a déclaré aux médias indiens qu'il avait entendu une forte détonation alors que l'avion peinait à prendre de l'altitude. Des images authentifiées montrent ensuite l'avion volant à basse altitude au-dessus de ce qui semble être un quartier résidentiel. Les dernières données transmises montrent que l'avion a atteint une hauteur de 190 m. L'avion descend et devient masqué par des arbres et des bâtiments, avant qu'une grande explosion n'apparaisse à l'horizon. «Il n'aurait pas eu le temps de réagir s'il avait perdu les deux moteurs», a déclaré un pilote. Les images de vidéosurveillance montrent que l'avion a volé pendant 30 secondes. L'avion s'est écrasé dans une zone résidentielle, des images montrant des immeubles d'habitation lourdement endommagés dans une zone densément bâtie comprenant des hôpitaux et des bâtiments officiels. Les vidéos du bref vol de l'avion ne permettent pas d'établir avec certitude les causes de la catastrophe. Dans les prochains jours, une enquête complexe impliquant la boîte noire de l'avion - qui enregistre les données de vol - et l'examen des débris débutera. Mais les vidéos qui ont été diffusées montrent l'avion qui peine à décoller du sol, apparemment en raison d'un manque de poussée ou de puissance. Certains experts ont émis l'hypothèse d'une défaillance extrêmement rare d'un double moteur. Des questions ont été soulevées pour savoir si l'avion avait déployé sa turbine Ram Air (RAT), une turbine de secours qui se met en marche lorsque les moteurs principaux ne parviennent pas à produire de l'énergie pour les systèmes essentiels. Les pannes de double moteur sont prati-

(suite en page 14).

Le secteur aérospatial confronté à des turbulences

(suite de la page 13).

quement inconnues, l'exemple le plus notable étant le «Miracle sur l'Hudson» de 2009, lorsqu'un Airbus A320 de la compagnie US Airways a perdu ses deux moteurs à cause d'une collision avec un oiseau quelques instants après son décollage de l'aéroport LaGuardia de New York, mais s'est posé en lieu sûr.

Un pilote chevronné a déclaré que la défaillance d'un double moteur pouvait également résulter d'une contamination ou d'un colmatage du carburant.

Les moteurs d'avion reposent sur un système de dosage précis du carburant. Si ce système est bloqué, une panne de carburant peut

entraîner l'arrêt du moteur. Marco Chan, un ancien pilote, estime que les images disponibles ne permettaient pas de conclure à une double panne de moteur.

Mohan Ranganathan, expert en aviation, pense qu'une double panne de moteur serait «un incident très, très rare». Le motoriste GE Aerospace a déclaré qu'il envoyait une équipe en Inde pour contribuer à l'enquête, tandis que Boeing a indiqué qu'il apportait tout son soutien à la compagnie aérienne.

IMPACT D'OISEAUX?

Une autre possibilité évoquée par certains experts en Inde est l'impact d'un oiseau. Ces collisions se

produisent lorsqu'un avion entre en collision avec un oiseau et peuvent être extrêmement dangereuses pour les aéronefs.

Dans les cas les plus graves, les moteurs peuvent perdre de la puissance s'ils aspirent un oiseau, comme cela s'est produit lors de la catastrophe aérienne de Jeju, en Corée du Sud, qui a tué 179 personnes l'année dernière. Des experts et des pilotes connaissant bien l'aéroport d'Ahmedabad qu'il était «tristement célèbre pour ses oiseaux».

«Ils sont toujours là», a déclaré M. Ranganathan, reprenant les propos d'au moins trois pilotes indiens qui ont volé à l'intérieur et à l'extérieur de l'aéroport. L'État du Gujarat,

où se trouve Ahmedabad, a signalé 462 incidents de collision avec des oiseaux en cinq ans, la plupart s'étant produits à l'aéroport d'Ahmedabad, selon les données du ministère de l'aviation civile présentées au Parlement en décembre 2023.

Un rapport du Times of India de septembre 2023 citait les données de l'autorité aéroportuaire faisant état de 38 impacts d'oiseaux en 2022-23 à Ahmedabad, soit une augmentation de 35 % par rapport aux 12 mois précédents.

Dans l'affaire de 2009, une volée de mouettes a été ingérée à 2.700 pieds, soit plus de quatre fois plus haut que le vol d'Air India. Dans ce cas, les pilotes indiens n'avaient ni

l'altitude ni le temps de manœuvrer.

Toutefois, un pilote chevronné a déclaré qu'un impact d'oiseau est rarement catastrophique «à moins qu'il n'affecte les deux moteurs».

Trois experts ont suggéré que la catastrophe pourrait s'être produite parce que les volets de l'avion n'étaient pas sortis au moment du décollage, bien que d'autres pilotes et analystes aient contesté cette hypothèse.

Les volets jouent un rôle essentiel lors du décollage, en aidant l'avion à générer une portance maximale à faible vitesse. S'ils ne sont pas correctement déployés, un avion à pleine charge - transportant des passagers, du carburant lourd pour

un vol long-courrier et luttant contre la chaleur - aura du mal à décoller. À Ahmedabad, où les températures ont frôlé les 40°C jeudi, l'air plus fin aurait exigé un réglage plus élevé des volets et une plus grande poussée des moteurs.

Dans de telles conditions, même une petite erreur de configuration peut avoir des conséquences catastrophiques. Des images de vidéosurveillance diffusées jeudi en fin d'après-midi montrent l'avion décollant d'Ahmedabad, peinant à prendre de l'altitude, puis descendant lentement avant de s'écraser. Mais une course au décollage avec les volets rentrés déclencherait des avertissements

du système d'alerte de configuration de décollage du 787, alertant l'équipage de conduite d'une configuration dangereuse. L'ex-pilote M. Chan estime que les images qui ont été diffusées jusqu'à présent sont trop déformées pour permettre de déterminer avec certitude si les volets étaient sortis, mais il a ajouté qu'une telle erreur serait «très inhabituelle».

«Les volets sont réglés par les pilotes eux-mêmes, avant le décollage, et il existe plusieurs listes de contrôle et procédures pour vérifier le réglage», a déclaré M. Chan. «Cela indiquerait une erreur humaine potentielle si les volets n'étaient pas réglés correctement».

J. HORTON/F. LUCAS

Le seul survivant qui s'est sorti des décombres

Le Britannique, seul survivant du crash survenu jeudi 12 juin 2025 qui a tué 241 personnes sur les 242 qui se trouvaient à bord et d'autres au sol, raconte comment il a réussi à s'échapper de l'épave du Boeing 787-8 Dreamliner d'Air India.

«J'ai réussi à me détacher. J'ai utilisé ma jambe pour passer à travers cette ouverture et j'ai rampé dehors», a déclaré Vishwashkumar Ramesh au média d'État indien DD News. Ramesh, 40 ans, était assis au siège 11A du vol Boeing 787 à destination de Londres lorsque celui-ci s'est écrasé peu après le décollage à Ahmedabad. Air India a déclaré que tous les 241 autres passagers et membres d'équipage ont été tués, dont 169 ressortissants indiens et 52 ressortissants britanniques. Mais on ignore encore combien étaient au sol. Depuis son lit d'hôpital, Ramesh



« Je suis sorti des décombres » : Vishwashkumar Ramesh, le survivant du crash de l'avion d'Air India raconte comment il a échappé à la mort par une ouverture dans le fuselage. DR.

a déclaré que les lumières à l'intérieur de l'avion «ont commencé à clignoter» quelques instants après le décollage. «En cinq à dix secondes, j'avais l'impression que l'avion était coincé dans les airs. Les lumières ont commencé à clignoter en vert et blanc... et ont soudainement percuté un bâtiment avant d'exploser». Le Boeing 787-8 Dreamliner s'est écrasé sur un bâtiment utilisé

comme logement pour les médecins du Byramjee Jeejeebhoy Medical College and Civil Hospital. Mais Ramesh, un homme d'affaires de Leicester qui a une femme et un fils de quatre ans, a déclaré que la section dans laquelle il était assis a atterri près du sol et n'a pas pris contact avec le bâtiment. «Quand la porte s'est cassée et que j'ai vu qu'il y avait de l'espace, j'ai essayé de sortir de là et

j'y suis parvenu. Personne n'aurait pu sortir du côté opposé, qui était vers le mur, car il s'est écrasé là». La cause de l'accident n'est pas encore connue. Les autorités indiquent qu'une boîte noire a été retrouvée sur le lieu de l'accident, selon les agences de presse, ce qui permettra de fournir des informations complémentaires aux enquêteurs. Une vidéo partagée sur les réseaux

sociaux montre Ramesh marchant vers une ambulance avec de la fumée s'élevant en arrière-plan.

«JE SUIS SORTI DES DÉCOMBRES». Il a déclaré à la chaîne de télévision indienne qu'il ne pouvait pas croire qu'il était sorti vivant des décombres. «J'ai vu des gens mourir sous mes yeux : les hôtesses de l'air et deux personnes que j'ai vues près de moi.

Pendant un instant, j'ai eu l'impression que j'allais mourir moi aussi, mais quand j'ai ouvert les yeux et regardé autour de moi, j'ai réalisé que j'étais en vie. Je n'arrive toujours pas à croire que j'ai survécu. Je suis sorti des décombres». Le Dr Dhaval Gameti, qui a soigné l'unique survivant du crash a déclaré qu'il était «désorienté, avec de multiples blessures sur tout le corps», mais

qu'il semblait être «hors de danger». Vendredi matin 13 mai, le Premier ministre indien Narendra Modi s'est rendu sur le lieu de l'accident avant de se rendre à l'hôpital pour rencontrer les blessés, dont Vishwashkumar Ramesh, et les familles des victimes. Un porte-parole de Downing Street a déclaré que le ministère des Affaires étrangères avait été «en contact avec Ramesh ce matin pour lui offrir un soutien consulaire». Vishwashkumar Ramesh est né en Inde mais vit au Royaume-Uni depuis 2003. Son frère, Ajay, était également à bord de l'avion. Leur cousin, Hiren Kantilal, a déclaré qu'ils étaient en vacances en Inde depuis quelques mois. Il a déclaré que la famille avait parlé à Vishwashkumar Ramesh vendredi matin, ajoutant qu'il était capable de marcher et de leur parler «correctement. Nous voulons sortir le plus vite possible et rencontrer... Vishwashkumar», a-t-il déclaré.

Pourquoi l'industrie de la mode recherche tant les Sud-soudaines



À g. Adut Atech, à dr. Anok Yai ont rejoint Naomi Campbell dans les rangs des mannequins les plus recherchés du monde de la mode. Extrême droite, Arop Akol a parcouru le monde de la mode au cours des trois dernières années.. DR.

Vêtue d'une tenue sobre mais chic, de tresses fluides et d'un visage rosé et sans maquillage, Arop Akol a l'air d'un mannequin en repos typique.

Elle s'enfonce dans le canapé de son agence britannique, First Model Management et détaille la carrière florissante qui l'a vue défiler pour des marques de luxe à Londres et à Paris. «J'observais le mannequinat en ligne depuis l'âge de 11 ans», explique Mme Akol, aujourd'hui âgée d'une vingtaine d'années. Au cours des trois dernières années, elle a été retransmise en streaming dans le monde entier pendant qu'elle défilait, partageant même le podium avec Naomi Campbell lors d'un défilé Off-White. Voyager pour le travail peut être source de solitude, mais Akol croise constamment des mannequins de son pays d'origine, le Sud-Soudan, un pays luxuriant mais en proie à des troubles. «Les Sud-Soudanais sont très réputés pour leur beauté», explique Akol, qui a des pommettes hautes, une peau riche et foncée et mesure 177 cm. Il suffit de feuilleter un magazine de mode ou de regarder les images d'un défilé pour comprendre ce que dit Akol : les mannequins nés et élevés au Sud-Sou-

dan, ou ceux de l'importante diaspora du pays, sont partout. Ils vont des jeunes espoirs, comme Akol, aux top-modèles comme Anok Yai, Adut Akech et Alek Wek. Après avoir été repérée dans un parking londonien en 1995, Wek a été l'un des tout premiers mannequins sud-soudanais à connaître un succès mondial. Depuis, elle a fait de nombreuses couvertures de Vogue et a défilé pour des marques telles que Dior et Louis Vuitton. **La popularité des mannequins sud-soudanais ne montre aucun signe de fléchissement** : la principale plateforme du secteur, Models.com, établit une liste annuelle des 50 « futures stars » du mannequinat et, dans sa dernière sélection, un mannequin sur cinq était d'origine sud-soudanaise. Par ailleurs, Vogue a présenté quatre mannequins sud-soudanais dans son article sur les «11 jeunes mannequins prêts à prendre d'assaut les podiums en 2025». «La plupart des mannequins sud-soudanais ont les mêmes attentes que les mannequins traditionnels», explique Dawson Deng, qui dirige la Semaine de la mode du Sud-Soudan avec son ex-mannequin Trisha Nyachak. **«Elles ont une peau parfaite et foncée. Elles ont la mélanine. Elles ont la taille».**



Akur Goi, un mannequin sud-soudanais repéré en 2024 par des agents via Facebook. DR.

Lucia Janosova, agent de casting chez First Model Management, déclare : «Bien sûr qu'elles sont belles... une belle peau, la taille». Toutefois, elle explique qu'elle ne sait pas exactement pourquoi les marques de mode recherchent des mannequins sud-soudanais plutôt que d'autres nationalités. «Je ne peux pas vous le dire parce qu'il y a beaucoup de filles qui sont aussi belles et qui viennent du Mozambique, du Nigeria ou d'autres pays, n'est-ce pas ?», ajoute Janosova. Akur Goi, mannequin sud-soudanaise qui a travaillé avec des créateurs tels que Givenchy et Armani, a une théorie. Elle pense que les mannequins sud-soudanais sont recherchés non seulement pour leur beauté physique, mais aussi pour leur «résilience». Akur Goi est née à Juba, la capitale du

Sud-Soudan, mais, enfant, elle a déménagé en Ouganda voisin, comme Akol et des centaines de milliers d'autres Sud-Soudanais. Beaucoup ont fui dans les années qui ont suivi 2011, lorsque le Sud-Soudan est devenu indépendant du Soudan. La nouvelle nation du monde suscitait de grands espoirs, mais deux ans plus tard, une guerre civile a éclaté, au cours de laquelle 400.000 personnes ont été tuées et 2,5 millions ont fui leur foyer pour se réfugier dans des pays comme l'Ouganda. Bien que la guerre civile ait pris fin au bout de cinq ans, d'autres vagues de violence, des catastrophes naturelles et la pauvreté font que les gens continuent de partir. Récemment, les combats entre le gouvernement et les forces d'opposition se sont intensifiés, faisant craindre un retour à

la guerre civile. Après avoir quitté un Sud-Soudan épuisé par la guerre pour l'Ouganda, «le plus grand rêve» de Goi était de devenir mannequin. Le fantasme est devenu réalité l'année dernière, lorsqu'elle a été repérée par des agents via Facebook. Pour son tout premier emploi, elle a défilé pour le géant italien de la mode Roberto Cavalli. «J'étais très excitée et prête pour ma première saison. J'étais vraiment nerveuse et effrayée, mais je me suis dit : «Je peux y arriver», parce que c'était un rêve», explique-t-elle depuis Milan, après s'être envolée à la dernière minute pour un travail. Mais certains mannequins sud-soudanais ont connu des parcours plus tumultueux. Une enquête menée par le journal britannique The Times a révélé que deux réfugiés vivant dans un camp au Kenya avaient été envoyés en Europe par avion, mais qu'on leur avait dit qu'ils étaient trop mal nourris pour marcher. Après avoir travaillé comme mannequins, plusieurs autres ont été informés qu'ils devaient des milliers d'euros à leur agence, car certains contrats précisent que les visas et les vols doivent être remboursés, généralement une fois que les mannequins commencent à gagner de l'argent. Akol dit avoir rencontré un problème similaire. Lorsqu'elle a été repérée en

2019, l'agence en question lui a demandé de payer de nombreux frais - des frais qu'elle sait maintenant que les agences ne demandent généralement pas. «On m'a demandé de l'argent pour l'inscription, de l'argent pour ceci, de l'argent pour cela. Je ne pouvais pas gérer tout cela. J'ai des difficultés, ma famille a des difficultés, alors je ne peux pas gérer tout cela», dit-elle. Trois ans plus tard, alors qu'elle vivait en Ouganda, elle a finalement été repérée par une agence plus réputée. M. Deng, qui aide les jeunes mannequins sud-soudanais à constituer des portfolios, explique que certains se sont plaints d'être payés en vêtements plutôt qu'en argent. De nombreux mannequins se heurtent également à un autre problème : la perception qu'a leur famille de leur choix de carrière. «Ils n'en voulaient pas et ils n'en veulent toujours pas», dit Akol, qui vit aujourd'hui à Londres, à propos de ses propres parents. Mais nous (les mannequins) avons réussi à nous imposer et à dire : «Nous sommes un pays jeune. Nous devons sortir et rencontrer des gens. Nous devons faire des choses que tout le monde fait». M. Deng affirme que les habitants des zones urbaines sont devenus plus ouverts d'esprit, mais certains Sud-Soudanais

assimilent le mannequinat à la prostitution. Les parents s'interrogent sur le concept même, se demandant pourquoi leurs filles «marchent devant les gens». M. Deng se souvient d'une jeune femme qu'il aidait et qui était sur le point de s'envoler pour son premier emploi international. Mécontente qu'elle soit mannequin, sa famille l'a suivie jusqu'à l'aéroport et l'a empêchée de monter dans l'avion. Mais, selon M. Deng, les proches de la jeune femme ont fini par la convaincre et elle a depuis été mannequin pour une grande marque de lingerie. «Cette fille est en fait le soutien de la famille. Elle emmène tous ses frères et sœurs à l'école et plus personne n'en parle comme d'une mauvaise chose», ajoute-t-il. Il est «fier» de voir ce mannequin - et d'autres du Sud-Soudan - sur la scène internationale et, bien que l'industrie suive des cycles de tendances, M. Deng ne pense pas que les mannequins du Sud-Soudan se démoderont. M. Goi partage cet avis et affirme qu'il existe une «demande croissante de diversité» dans le secteur de la mode. Akol pense lui aussi que le Sud-Soudan est là pour durer : «Alek Wek l'a fait avant ma naissance et elle le fait encore aujourd'hui. Les mannequins sud-soudanais vont aller loin».

W. CHIBELUSHI

METTRE LES GAZ EN PÉRIODE D'INCERTITUDE



CECI S'APPELLE CERTAINEMENT UNE SALLE NOIRE DE MONDE QU'AUJOURD'HUI AUCUN AUPARAVANT N'AVAIT JAMAIS REMPLIE MAIS OÙ, EN PLEINE PÉRIODE D'INCERTITUDE, LE PARTI POUR L'ACTION-LE PARTI DU CRABE REFUSE DU MONDE. DR.



SUR LES BORDS DE NOTRE LUIE, SUR NOS TERRES BÉNIES DU BANDUNDU, DANS LE MASIMANIMBA, DES VILLAGES ENTIERS SE VIDENT ET ENTRENT EN TRANSE À L'APPARITION DE YA KHALA (LE GRAND CRABE). UNE HISTOIRE VIENT DE COMMENCER. DR.

En 2025, les dix voitures les plus chères du monde

Aucune d'elles n'est américaine. Aucune. Britanniques, françaises, italiennes, etc. Les voitures les plus chères du monde. Prix en euros.

Rolls-Royce Boat Tail.

La voiture neuve en 2025, la plus chère du monde et de tous les temps. Cabriolet de 5,79m de long au design mêlant vintage et modernité renferme un V12 biturbo (6,75 litres pour 563 chevaux), une boîte automatique à 8 rapports. Un « yacht roulant » produit en 3 exemplaires, réservés aux milliardaires avec son prix lunaire, 23 millions d'euros.

Bugatti, la voiture noire. One-off homologué pour la route hisse la marque française sur la seconde marche du podium. Hypercar à tout d'exceptionnel : 8 litres, 16 cylindres, 1500 chevaux, assemblage réalisé à la main. Travail d'orfèvre, pas étonnant que cet exemplaire unique ait été acquis par un Suisse, 15 millions.

Pagani Zonda. De la firme éponyme, a fait construire ce concept car pour lui et deux autres heureux propriétaires inconnus. Ce roadster a fait grand bruit lors de sa présentation et reste moins mystérieux, 15,7 millions.

Rolls-Royce Sweptail. Marque de voiture de luxe par excellence, truste encore le haut du panier avec cette fois un one-off, construit sur demande : le Sweptail, 11,6 millions.

Bugatti Centodieci. Elle a sous le moteur : 1600 chevaux exactement pour un W16 de 8 litres avec une vitesse de pointe à 380km/h. Boum, 8 millions.

Lamborghini Veneno. Un roadster qui défie la loi de la gravité avec ses courbes cosmiques inspirées par l'aéronautique. Hypercar produit à 9 exemplaires qui ne peut pas voler mais pointe à 355 km/h avec son V12 de 6,5 litres. Une voiture qui met des



De haut en bas, de g. à dr., Rolls-Royce Boat Tail, Bugatti-la voiture noire, Pagani Zonda, Rolls-Royce Sweptail. DR.



Ci-bas, de haut en bas, de gauche à droite, Bugatti Centodieci, Lamborghini Veneno, Mercedes Maybach Exelero. DR.



étoiles dans les yeux, 7,3 millions.

Maybach Exelero. Coupé commandé par une marque de pneumatiques afin de tester et pro-

mouvoir une nouvelle série de pneus. Exercice réussi : ses performances sur circuit ont été un succès avec son moteur qui tourne à 5,9 litres et

700 chevaux. C'est définitivement une affaire qui roule pour Fulda, 7 millions.

Bugatti Divo. Si les deux voitures de luxe se ressemblent

(même moteur W16 de 8 litres pour 1500 ch, un habitacle similaire), la Divo se distingue par un design exceptionnel. Elle partage un autre

point commun avec un modèle Bugatti différent... Son prix, le même que la Bugatti Mistral, 5 millions.

Koenigsegg

CCXR Trevita. Elle est moins connue que ses « sœurs » mais n'en est pas moins surpuissante, et rapide : elle passe de 0 à 200 km/h en 8,75 secondes. Bolide suédois qui pèse 1280 kgs, un poids plume comparé aux Ferrari, Aston Martin ou encore Lamborghini, 4,2 millions.

Bugatti Bolide. Dévoilée pour la première fois en juin 2023 sur le circuit du Mans lors de l'exposition célébrant le centenaire de cette course mythique, en marquant l'année. Produite en seulement 40 exemplaires, une hypercar réservée exclusivement à un usage sur piste qui se distingue, 4 millions.



C'est prouvé scientifiquement

Une urologue, spécialisée en chirurgie pelvienne, dévoile une technique simple, souvent négligée pendant les rapports sexuels, qui permet de faire monter l'excitation rapidement. Zones à privilégier, vitesse, surface à toucher...

Voici comment caresser votre partenaire pour un maximum de plaisir. Caresser le cou, les tétons ou l'intérieur de la cuisse, lentement mais de façon précise, décuple le plaisir sexuel, selon le Dr Rena Malik, urologue et professeur en chirurgie pelvienne à l'Université de Maryland (États-Unis). Caresser pas plus de 10 cm de peau par seconde. Dans une vidéo YouTube qui comptabilise plus de 180.000 vues, le Dr Malik vante les effets



Savoir caresser son/sa partenaire pour un maximum de plaisir partagé. DR.

des caresses sur le plaisir sexuel, une pratique qui est souvent oubliée pendant les rapports sexuels. Pour cela, elle s'appuie sur les résultats d'une étude publiée en 2018 dans Plos One. Elle rapporte que des caresses douces mais franches

sur les zones érogènes - des zones du corps très sensibles à l'excitation sexuelle quand elles sont stimulées - procurent beaucoup de plaisir quand elles sont réalisées à une vitesse ne dépassant pas 10 centimètres de peau par seconde. Une

technique qui, selon le Dr Malik, «optimiserait l'activation de certaines terminaisons nerveuses» dans ces zones, augmentant ainsi le plaisir sexuel. Prendre le temps d'identifier les zones érogènes de son partenaire. L'étude sur

laquelle s'appuie la docteure a été menée sur dix-neuf couples. Dans chaque couple, un partenaire devait donner les caresses et l'autre les recevoir. Les « donneurs » devaient donner deux types de caresses à leur partenaire : soit des caresses lentes

recouvrant 3 cm de peau par seconde, soit des caresses rapides recouvrant 18 cm de peau par seconde. Les caresses étaient réalisées dans le cou (une zone connue pour être érogène) et sur le front, une zone à priori peu, voire pas du tout érogène. Après avoir observé la réaction des participants «receveurs de caresses», les chercheurs ont remarqué que la vitesse employée pour effectuer les caresses jouait un rôle important sur le niveau de plaisir ressenti. «Nous sommes plus réactifs à des caresses effectuées à une vitesse de 1 à 10 cm de peau par seconde», commente le Dr Malik. Ce toucher optimal aurait pour effet d'activer les régions du cerveau impliquées dans le traitement des émotions et des sentiments. Et, sans surprise, les « receveurs de caresses » ont déclaré

être plus excités avec des caresses dans le cou plutôt que sur le front. On l'aura compris. Si l'on veut faire monter la température avec sa/son partenaire, il faut identifier ses zones érogènes et bien les caresser sans trop s'égarer ! Grâce au Dr Rena Malik, l'on sait comment s'y prendre maintenant.

Comment se fait-elle

Comment se fait la lubrification vaginale? La lubrification vaginale est un fluide produit naturellement qui lubrifie le vagin d'une personne de sexe féminin. La lubrification vaginale est toujours présente, mais la production augmente de manière significative à l'approche de l'ovulation et pendant l'excitation sexuelle en prévision d'un rapport sexuel.

Lubrification vaginale : qu'est-ce que c'est ? Il ne s'agit pas comme on pourrait le croire, d'un phénomène lié à la sécrétion d'une substance particulière. Bien au contraire, la lubrification résulte d'une transsudation, lorsque des éléments figurés du sang, présents dans les parois du vagin, passent dans la cavité vaginale et humidifient le sexe féminin. Pourquoi la lubrification vaginale est-elle importante ? Pour les personnes de sexe féminin, la lubrification vaginale est une partie importante de l'excitation sexuelle. Elle prépare le vagin à la pénétration, facilitant l'entrée du pénis et réduisant les frictions ou les irritations qui l'accompagnent. La douleur pendant les rapports sexuels est souvent due à une lubrification insuffisante.

Et si ce n'était pas l'alpha et l'oméga

Dans le cadre d'une relation sexuelle, la pénétration est souvent considérée comme une pratique classique et courante, bien qu'elle ne satisfasse pas forcément la partenaire. Pour autant, il existe d'autres chemins pour permettre l'épanouissement sexuel de chacun.



Autres chemins pour l'épanouissement sexuel de chacun. DR.

Une relation sexuelle, hétérosexuelle en tout cas, est très souvent centrée autour de la pénétration vaginale. Or, si cet acte demeure naturel et peut procurer un grand plaisir aux deux partenaires, il peut aussi être un frein à l'épanouissement sexuel de chacun, en particulier de la femme. Pourquoi ne pas changer un peu de prisme ? Un

grand nombre de femmes ne parvient pas à obtenir d'orgasme si le rapport sexuel se compose essentiellement de la pénétration. Les caresses et les autres jeux sexuels que l'on a longtemps qualifiés de préliminaires sont parfois plus efficaces et satisfaisants. Or justement, ils peuvent être autre chose que de simple

«prémices» à l'acte de la pénétration. Ils sont en réalité des actes à part entière pouvant composer un rapport sexuel plein et entier en dehors de la pénétration vaginale par le pénis.

UNE DÉCONSTRUCTION. D'autant que, comme le dit Martin Page,

l'auteur de Au-delà de la pénétration, «un médecin me disait que les hommes sont vraiment stupides de se focaliser sur la pénétration parce que fatalement, à 60-70 ans, ils vont arrêter d'être facilement en érection et pour autant ils continueront bien à s'épanouir autrement». Il serait donc intéressant de s'écarter de la

pénétration en tant qu'élément principal pour se découvrir de façon plus libre. Par ailleurs, il est aussi recommandable de sortir de cette injonction dans laquelle la pénétration est colorée d'une notion de domination. L'évolution des points de vue en matière de genre, de droits des femmes et de sexualité a d'ailleurs déjà permis des changements dans les comportements sexuels. Ainsi, en Europe, les femmes sont de plus en plus nombreuses à avoir pénétré leur partenaire masculin. Car «l'exploration du versant anal de la sexualité va aussi de pair avec des pratiques anales où (les femmes) sont actives», informe ainsi le Panorama de la sexualité des Européennes à l'heure du Covid-19 par l'Observatoire européen de

la sexualité féminine en 2021. Une pratique considérée là encore comme «active» pour le partenaire «pénétrant». Pour aller encore plus loin dans la déconstruction, il est aussi possible d'inverser les rôles traditionnels et de considérer la pénétration comme un acte passif. Comment cela? Inventé en 2016 par l'artiste Bini Adamczak, et popularisé en France en 2019 par Martin Page, le terme de «circlusion» consiste à «enfiler, enserrer ou engloutir» un pénis dans son vagin ou son rectum - pratique qui devient alors l'acte actif dans l'acte sexuel. Ce qui permettrait ainsi d'éliminer la notion de domination systématique de la femme par l'homme. Et donc d'ouvrir le champ des possibles pour les partenaires.

Israël et Iran en guerre



Des missiles tirés depuis l'Iran vus dans le ciel nocturne au-dessus de Jérusalem le 14 juin. AFP-MENAHEM KAHANA.

Tel-Aviv a mené dimanche 15 juin 2025 de nouvelles frappes en Iran.

Cela après des tirs de missiles iraniens sur le nord du territoire israélien. Durant la nuit de samedi à dimanche, l'Iran a lancé une nouvelle vague de missiles sur Israël, affirmant avoir visé des installations de production de kérosène et des centres d'approvisionnement énergétique en Israël, tuant au

moins dix personnes. Israël a attaqué des cibles iraniennes tout au long de la journée, ciblant des infrastructures énergétiques, notamment un site de stockage de pétrole à Téhéran, déclenchant un gigantesque incendie. Au troisième jour de la guerre entre les deux pays, au moins huit personnes sont mortes et plus de 130 ont été blessées en Israël. L'armée israélienne va frapper « tous les sites du régime » iranien et a infligé un « coup réel au programme » nucléaire de Téhéran, a affirmé le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu. Côté iranien, les

frappes israéliennes ont fait au moins 80 morts, et plus de 320 blessés, « en majorité des civils », et tué les plus hauts gradés du pays depuis vendredi. Côté israélien, 13 morts et 9 blessés graves sont à déplorer depuis vendredi, selon les autorités. Oman, pays est entouré par les Émirats arabes unis au nord, l'Arabie saoudite à l'ouest et le Yémen au sud-ouest, a annoncé que les pourparlers sur le nucléaire qui devaient se tenir dimanche 15 juin entre l'Iran et les États-Unis n'auront finalement pas lieu. L'Iran ne négociera pas son programme nucléaire avec

les États-Unis si Israël poursuit ses attaques, avait mis en garde samedi le président iranien, Massoud Pezeshkian, qui avait averti d'une riposte « plus forte » en cas de poursuite de l'attaque israélienne. La guerre entre Israël et l'Iran a donc pris une nouvelle ampleur. Les échanges de frappes ont continué, notamment sur des cibles nucléaires, militaires et sur les installations pétrolières et gazières à Téhéran. L'Iran a riposté par des salves de missiles balistiques. Mohammad Amin Nejad, ambassadeur de la République islamique d'Iran en France a déclaré dimanche 15

Condamné à la prison, Nicolas Sarkozy déchu

Nicolas Sarkozy a été exclu de la Légion d'honneur après sa condamnation, devenue définitive, à un an de prison ferme pour corruption dans l'affaire des écoutes, selon un arrêté publié dimanche 15 juin au Journal officiel.

L'ex-président (2007-2012), également exclu de l'Ordre National du Mérite, devient ainsi le deuxième chef de l'État français privé de cette distinction après le maréchal Pétain, à qui la Légion d'honneur avait été retirée après sa condamnation en août 1945 pour haute trahison et intelligence avec l'enne-

mi. Cette décision était attendue depuis que la condamnation de Nicolas Sarkozy a été rendue définitive par le rejet d'un pourvoi par la Cour de cassation en décembre. Dans l'affaire des écoutes, Nicolas Sarkozy a été reconnu coupable d'avoir, en 2014, tenté de corrompre un magistrat de la Cour de cassation, Gilbert Azibert, dans l'espoir d'obtenir des informations confidentielles avec l'aide de son avocat, Me Thierry Herzog. Tous trois ont été condamnés, en première instance et en appel, à la même peine de trois ans de prison, dont un ferme. Avec le rejet de son ultime recours en France, l'ancien président français était sous

le coup d'une exclusion de la Légion d'honneur qui est automatique quand un récipiendaire est définitivement condamné pour un crime ou écope d'une peine d'emprisonnement égale ou supérieure à un an ferme. Dans ces cas, le retrait est « de droit », avait souligné en mars le Grand chancelier de la Légion d'honneur, le général François Lecointre, qui a signé l'arrêté privant Nicolas Sarkozy des deux titres dont il était grand-croix, grade le plus élevé. Ces dernières semaines, la perspective de voir l'ex-président déchu de sa Légion d'honneur avait provoqué des récriminations à droite et suscité des réserves au plus haut

sommet de l'État. « De mon point de vue, de là où je suis, je pense que ce ne serait pas une bonne décision », avait déclaré Emmanuel Macron fin avril en marge d'un déplacement à Madagascar. En vertu de l'arrêté signé du 5 juin, les deux coprésidents de Nicolas Sarkozy, Gilbert Azibert et Thierry Herzog, sont, eux aussi, exclus de la Légion d'honneur et de l'ordre national du Mérite. Outre celle des écoutes, Nicolas Sarkozy est mis en cause dans plusieurs affaires judiciaires et a comparu début 2025 pour des soupçons de financement libyen de sa campagne présidentielle de 2007. Le jugement dans ce dossier sera rendu fin septembre.

juin, sur Rfi, Radio France Internationale, qu'« il y a un pays, Israël, qui s'autorise à attaquer n'importe quel pays ». L'Iran accuse Israël de chercher à « faire dérailler » les négociations sur le nucléaire. Ce qu'a soutenu le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, accusant dimanche Israël de chercher à « faire dérailler » les négociations sur le nucléaire avec les États-Unis, en attaquant son pays. « Il est tout à fait clair que le régime israélien ne veut aucun accord sur la question nucléaire. Il ne veut pas de négociations... », a déclaré Araghchi à des diplomates étrangers, affirmant que l'attaque lancée vendredi 13 juin par Israël contre l'Iran était une « tentative de saper la diplomatie et de faire dérailler les négociations ». Le chef de la diplomatie iranienne a aussi affirmé que l'Iran restait ouvert à un accord nucléaire garantissant qu'il ne cherche pas à se doter d'armes atomiques.

Le journal Le Soft International est une publication de droit étranger, propriété de FINANCE PRESS GROUP en sigle FINPRESS Groupe, FPG.

FINANCE PRESS GROUP
RCCM
KIN/RCCM/15-A-27926
Id. Nat.
01-93-N00932M

Le Soft International
Global site
lesoftonline.net
lesoft.be
Kin's
kin-s.net
LeSoftConcept
LeWebSoftConstruct
InterCongoPrinters
RadioTéléAction
Masimanimba.
Grand Bandundu
info@lesoft.be
SIP-AFRIMAGES
B-1410 Belgique.
Tél 00-32-488205666.
Fax 00-322-3548978.
eFax 00-1-707-313-3691

DIRECTEUR GÉNÉRAL.
Yerkis Muzama Muzinga.
Phone +243-818371479.

Directeur associé
Yves Soda.

RÉDACTION.
T. Matotu
D. Dadei
Alunga Mbuwa.

DIRECTION COMMERCIALE.
Phone +243-818371479.

Directeur de la publication.
Mankana Makasi.
AMP Agences et Messageries de la Presse Belge. Accords spéciaux. Trends. Trends, Tendances. Le Vif/L'Express. Knack.
© Copyright 2025 FINPRESS.
Imprimé à Kinshasa
InterCongoPrinters

Autorisation de diffusion en R-DC.
M-CM/LMO/0321/MIN/08 datée 13 janvier 2008.

I C P
InterCongoPrinters